

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2014/15219]

18 JUIN 2014. — Loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

1° Protocole portant modification de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004 ;

2° Protocole portant modification de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004 (1) (2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole portant modification de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Le Protocole portant modification de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
A. TURTELBOOM

Notes

(1) Références parlementaires.

Sénat (www.senate.be) :

Documents : 5-2759

Annales du Sénat : 03/04/2014

Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 53-3539

Compte rendu intégral : 23/04/2014.

(2) Etats liés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2014/15219]

18 JUNI 2014. — Wet houdende instemming met de volgende internationale Akten:

1° Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004;

2° Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004 (1) (2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. Het Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004, zal volkomen gevolg hebben

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juni 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Financiën,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Energie,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
A. TURTELBOOM

Nota's

(1) Parlementaire referenties.

Senaat (www.senate.be):

Stukken: 5-2759

Handelingen van de Senaat: 03/04/2014

Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: 53-3539

Integraal verslag: 23/04/2014.

(2) Gebonden Staten.

PROTOCOLE portant modification de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, du Royaume de l'Espagne, de la République de Finlande, de la République Française, de la République Hellénique, de la République Italienne, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République de Slovénie, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République de Turquie;

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable de modifier la Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Energie Nucléaire, conclue à Paris le 29 juillet 1960 dans le cadre de l'Organisation européenne de Coopération Economique, devenue l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, amendée par le Protocole Additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964 et par le Protocole signé à Paris le 16 novembre 1982;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

I. La Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 29 juillet 1960, telle qu'elle a été amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, est modifiée comme suit :

A. — Les alinéas (i) et (ii) du paragraphe (a) de l'article 1^{er} sont remplacés par le texte suivant :

i) « Un accident nucléaire » signifie tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages nucléaires.

ii) « Installation nucléaire » signifie les réacteurs à l'exception de ceux qui font partie d'un moyen de transport; les usines de préparation ou de fabrication de substances nucléaires; les usines de séparation des isotopes de combustibles nucléaires; les usines de traitement de combustibles nucléaires irradiés; les installations d'entreposage de substances nucléaires à l'exclusion de l'entreposage de ces substances en cours de transport; les installations destinées au stockage définitif de substances nucléaires; y compris de tels réacteurs, usines et installations qui sont en cours de déclassement; ainsi que toute autre installation dans laquelle des combustibles nucléaires ou des produits ou des déchets radioactifs sont détenus et qui serait désignée par le Comité de Direction de l'Energie Nucléaire de l'Organisation (appelé ci-après le « Comité de direction »); toute Partie contractante peut décider que seront considérées comme une installation nucléaire unique, plusieurs installations nucléaires ayant le même exploitant et se trouvant sur le même site, ainsi que toute autre installation sur ce site où sont détenus des combustibles nucléaires ou des produits ou déchets radioactifs.

B. — Quatre nouveaux alinéas (vii), (viii), (ix) et (x) sont ajoutés au paragraphe (a) de l'article 1^{er}, comme suit :

vii) « Dommage nucléaire » signifie :

1. tout décès ou dommage aux personnes;
2. toute perte de biens ou tout dommage aux biens;

et, pour chacune des catégories suivantes dans la mesure déterminée par le droit du tribunal compétent,

3. tout dommage immatériel résultant d'une perte ou d'un dommage visé aux sous-alinéas 1^{er} ou 2 ci-dessus, pour autant qu'il ne soit pas inclus dans ces alinéas, s'il est subi par une personne qui est fondée à demander réparation de cette perte ou de ce dommage;

4. le coût des mesures de restauration d'un environnement dégradé, sauf si la dégradation est insignifiante, si de telles mesures sont effectivement prises ou doivent l'être, et pour autant que ce coût ne soit pas inclus dans le sous-alinéa 2 ci-dessus;

5. tout manque à gagner directement en relation avec une utilisation ou une jouissance quelconque de l'environnement qui résulte d'une dégradation importante de cet environnement, et pour autant que ce manque à gagner ne soit pas inclus dans le sous- alinéa 2 ci-dessus;

6. le coût des mesures de sauvegarde et toute autre perte ou tout autre dommage causé par de telles mesures,

s'agissant des sous-alinéas 1^{er} à 5 ci-dessus, dans la mesure où la perte ou le dommage découle ou résulte des rayonnements ionisants émis par toute source de rayonnements se trouvant à l'intérieur d'une installation nucléaire, ou émis par des combustibles nucléaires ou des produits ou déchets radioactifs se trouvant dans une installation nucléaire, ou de substances nucléaires qui proviennent d'une installation nucléaire, en émanant ou y sont envoyées, que la perte ou le

PROTOCOL houdende wijziging van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982

DE REGERINGEN van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Finland, de Franse Republiek, de Helleense Republiek, de Italiaanse Republiek, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Republiek Slovenië, het Koninkrijk Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Republiek Turkije;

OVERWEGENDE dat het wenselijk is het Verdrag inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, gesloten te Parijs op 29 juli 1960 binnen het kader van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, thans de Organisatie voor economische Samenwerking en Ontwikkeling, zoals gewijzigd bij het op 28 januari 1964 te Parijs ondertekende Aanvullend Protocol en bij het op 16 november 1982 te Parijs ondertekende Protocol te wijzigen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

I. Het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, wordt als volgt gewijzigd :

A. — De subleden (i) en (ii) van lid (a) van artikel 1 worden vervangen door de volgende tekst :

i) « kernongeval » : een kernschade brengend feit of een reeks van zulke feiten met dezelfde oorzaak.

ii) « kerninstallatie » : reactoren met uitzondering van die welke deel uitmaken van een vervoermiddel; fabrieken voor de vervaardiging of behandeling van nucleaire stoffen; fabrieken voor de scheiding van isotopen van splijtstoffen; fabrieken voor het opwerken van bestraalde splijtstoffen; inrichtingen voor de opslag van nucleaire stoffen met uitzondering van de opslag welke verband houdt met het vervoer van die stoffen; installaties voor de verwijdering van nucleaire stoffen; alle reactoren, fabrieken, inrichtingen of installaties die buiten gebruik worden gesteld; en andere door de Bestuurscommissie van het OESO-Agentschap voor Kernenergie (hierna te noemen de « Bestuurscommissie ») aan te wijzen installaties waarin zich splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen bevinden; iedere Verdragsluitende Partij kan besluiten dat twee of meer kerninstallaties die dezelfde exploitant hebben en die zich bevinden op hetzelfde terrein, samen met iedere andere opstal op dat terrein waar zich splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen bevinden als één enkele kerninstallatie zullen worden beschouwd.

B. — De volgende vier nieuwe subleden (vii), (viii), (ix) en (x) worden ingevoegd in lid (a) van artikel 1 :

vii) « kernschade » :

1. overlijden of persoonlijk letsel;
2. verlies of beschadiging van zaken;

en elk van de volgende elementen in de mate vastgesteld door het recht van de bevoegde rechter :

3. economisch nadeel voortvloeiend uit overlijden, persoonlijk letsel, verlies of beschadiging bedoeld in de subleden 1 of 2 hierboven, voorzover niet begrepen in die subleden, geleden door een persoon die bevoegd is tot het instellen van een vordering naar aanleiding van een dergelijk geval van overlijden, persoonlijk letsel, verlies of beschadiging;

4. de kosten van maatregelen tot herstel van een aangetast milieu, tenzij de aantasting onbetekenend is, indien dergelijke maatregelen daadwerkelijk worden genomen of zullen worden genomen, voor zover niet begrepen in sublid 2 hierboven;

5. inkomensderving voortvloeiend uit een rechtstreeks economisch belang in het gebruik of het genot van het milieu, geleden als gevolg van een aanmerkelijke aantasting van dat milieu, voor zover niet begrepen in sublid 2 hierboven;

6. de kosten van preventieve maatregelen, en de door deze maatregelen veroorzaakte verdere gevallen van overlijden, persoonlijk letsel, verlies of beschadiging,

in het geval van subleden 1 tot en met 5 hierboven, voor zover het overlijden, persoonlijk letsel, verlies of de beschadiging veroorzaakt wordt door of voortvloeit uit ioniserende straling uit een stralingsbron binnen een kerninstallatie, of afkomstig is uit splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen in, of van nucleaire stoffen die afkomstig zijn uit, hun oorsprong hebben in, of worden gezonden naar een kerninstallatie, ongeacht of dit wordt veroorzaakt door de radioactieve

dommage résulte des propriétés radioactives de ces matières ou d'une combinaison de ces propriétés et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses de ces matières.

viii) « Mesures de restauration » signifie toutes mesures raisonnables qui ont été approuvées par les autorités compétentes de l'État où les mesures sont prises et qui visent à restaurer ou à rétablir des éléments endommagés ou détruits de l'environnement, ou à introduire, lorsque cela est raisonnable, l'équivalent de ces éléments dans l'environnement. La législation de l'État où le dommage nucléaire est subi détermine qui est habilité à prendre de telles mesures.

ix) « Mesures de sauvegarde » signifie toutes mesures raisonnables prises par quiconque, après qu'est survenu un accident nucléaire ou un événement créant une menace grave et imminente de dommage nucléaire pour prévenir ou réduire au minimum les dommages nucléaires mentionnés aux sous-alinéas (a)(vii) 1^{er} à 5, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes si celle-ci est requise par la législation de l'État où les mesures sont prises.

x) « Mesures raisonnables » signifie toutes mesures qui sont considérées comme appropriées et proportionnées par le droit du tribunal compétent eu égard à toutes les circonstances, par exemple :

1. la nature et l'ampleur du dommage nucléaire subi ou, dans le cas des mesures de sauvegarde, la nature et l'ampleur du risque d'un tel dommage;

2. la probabilité, au moment où elles sont prises, que ces mesures soient efficaces;

3. les connaissances scientifiques et techniques pertinentes.

C. — L'article 2 est remplacé par le texte suivant :

a) La présente Convention s'applique aux dommages nucléaires subis sur le territoire de, ou dans toute zone maritime établie conformément au droit international par, ou, excepté sur le territoire d'un État non-Contractant non visé aux alinéas (ii) à (iv) du présent paragraphe, à bord d'un navire ou aéronef immatriculé par,

i) une Partie Contractante;

ii) un État non-Contractant qui, au moment de l'accident nucléaire, est une Partie Contractante à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963, et à tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour cette Partie, et au Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, du 21 septembre 1988, à la condition toutefois que la Partie Contractante à la Convention de Paris sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, soit une Partie Contractante à ce Protocole commun;

iii) un État non-Contractant qui, au moment de l'accident nucléaire, n'a pas d'installation nucléaire sur son territoire ou dans toute zone maritime établie par lui conformément au droit international;

iv) tout autre État non-Contractant où est en vigueur, au moment de l'accident nucléaire, une législation relative à la responsabilité nucléaire qui accorde des avantages équivalents sur une base de réciprocité et qui repose sur des principes identiques à ceux de la présente Convention, y compris, entre autres, la responsabilité objective de l'exploitant responsable, la responsabilité exclusive de l'exploitant ou une disposition ayant le même effet, la compétence exclusive d'une juridiction, le traitement égal de toutes les victimes d'un accident nucléaire, la reconnaissance et l'exécution des jugements, le libre transfert des indemnités, intérêts et dépens.

b) Rien dans cet article n'empêche une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, de prévoir dans sa législation un champ d'application plus large en ce qui concerne la présente Convention.

D. — L'article 3 est remplacé par le texte suivant :

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention de tout dommage nucléaire à l'exclusion :

i) des dommages causés à l'installation nucléaire elle-même et aux autres installations nucléaires, même en cours de construction, qui se trouvent sur le site où est implantée cette installation;

eigenschappen van dit materiaal, of door een combinatie van radioactieve eigenschappen met toxische, explosieve of andere gevaarlijke eigenschappen van dit materiaal.

viii) « herstelmaatregelen » : alle redelijke maatregelen die zijn goedgekeurd door de bevoegde autoriteiten van de Staat waar de maatregelen zijn genomen, die gericht zijn op het herstel of de wederopbouw van beschadigde of vernietigde onderdelen van het milieu, of, waar redelijk, op het in het milieu brengen van equivalenten van deze onderdelen. In de wetgeving van de Staat waar de kernschade wordt geleden wordt vastgelegd wie bevoegd is tot het nemen van dergelijke maatregelen.

ix) « preventieve maatregelen » : alle redelijke door iemand genomen maatregelen nadat zich een kernongeval of een gebeurtenis waardoor een ernstige en naderende dreiging van kernschade wordt veroorzaakt, heeft voorgedaan, ter voorkoming of minimalisering van kernschade als bedoeld in de subleden (a)(vii) 1 tot en met 5, onder voorbehoud van goedkeuring door de bevoegde autoriteiten indien deze vereist is volgens het recht van de Staat waar de maatregelen zijn genomen.

x) « redelijke maatregelen » : maatregelen die ingevolge het recht van de bevoegde rechter worden geacht passend en proportioneel te zijn, met inachtneming van alle omstandigheden, bijvoorbeeld :

1. de aard en omvang van de geleden kernschade of, in geval van preventieve maatregelen, de aard en omvang van het risico van dergelijke schade;

2. de mate waarin deze maatregelen, op het tijdstip dat zij worden genomen, waarschijnlijk effectief zijn; en

3. relevante wetenschappelijke en technische expertise.

C. — Artikel 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Dit Verdrag is van toepassing op kernschade geleden op het grondgebied van of binnen maritieme zones ingesteld in overeenstemming met het internationale recht van, of, behoudens op het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat die niet vermeld is onder (ii) tot en met (iv) van dit lid, aan boord van een schip of luchtvaartuig dat is geregistreerd in :

i) een Verdragsluitende Partij;

ii) een niet-Verdragsluitende Staat die, ten tijde van het kernongeval, Partij is bij het Verdrag van Wenen van 21 mei 1963 inzake wettelijke aansprakelijkheid voor kernschade, en elke wijziging daarvan die voor die Partij van kracht is, en bij het Gezamenlijk Protocol van 21 september 1988 met betrekking tot de toepassing van het Verdrag van Wenen en het Verdrag van Parijs, mits evenwel de Partij bij het Verdrag van Parijs op wier grondgebied de installatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, Partij is bij dat Gezamenlijk Protocol;

iii) een niet-Verdragsluitende Staat die, ten tijde van het kernongeval, geen kerninstallatie op zijn grondgebied of binnen door hem in overeenstemming met het internationale recht ingestelde maritieme zones heeft; of

iv) elke andere niet-Verdragsluitende Staat waar, ten tijde van het kernongeval, wetgeving inzake de wettelijke aansprakelijkheid voor kernschade van kracht is die equivalente wederkerige uitkeringen biedt, en die gebaseerd is op beginselen die identiek zijn aan die van dit Verdrag, met inbegrip van onder andere aansprakelijkheid zonder schuld van de aansprakelijke exploitant, exclusieve aansprakelijkheid van de exploitant of een bepaling van dezelfde strekking, exclusieve bevoegdheid van de bevoegde rechter, gelijke behandeling van alle slachtoffers van een kernongeval, erkenning en tenuitvoerlegging van vonnissen, vrije overmaking van vergoeding, interesten en kosten.

b) Niets in dit artikel belet een Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen ingevolge haar wetgeving te voorzien in een grotere reikwijdte van de toepassing van dit Verdrag.

D. — Artikel 3 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) De exploitant van een kerninstallatie is, overeenkomstig dit Verdrag, aansprakelijk voor kernschade anders dan :

i) schade aan de kerninstallatie zelf en aan andere kerninstallaties, met inbegrip van kerninstallaties in aanbouw, die zich bevinden op het terrein waar die installatie is gelegen; en

ii) des dommages aux biens qui se trouvent sur ce même site et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une ou l'autre de ces installations, s'il est établi que ce dommage est causé par un accident nucléaire survenu dans cette installation, ou mettant en jeu des substances nucléaires provenant de cette installation, sous réserve des dispositions de l'article 4.

b) Lorsque des dommages nucléaires sont causés conjointement par un accident nucléaire et un accident autre qu'un accident nucléaire, le dommage causé par ce second accident, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage nucléaire causé par l'accident nucléaire, est considéré comme un dommage causé par l'accident nucléaire. Lorsque le dommage nucléaire est causé conjointement par un accident nucléaire et par une émission de rayonnements ionisants qui n'est pas visée par la présente Convention, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité de toute personne en ce qui concerne cette émission de radiations ionisantes.

E. — Les paragraphes (c) et (d) de l'article 4 sont renumérotés comme paragraphes (d) et (e) respectivement et un nouveau paragraphe (c) est ajouté à l'article 4, rédigé comme suit :

c) Le transfert de responsabilité à l'exploitant d'une autre installation nucléaire conformément aux paragraphes (a)(i) et (ii) et (b) (i) et (ii) du présent article, ne peut être réalisé que si cet exploitant a un intérêt économique direct à l'égard des substances nucléaires en cours de transport.

F. — Les paragraphes (b) et (d) de l'article 5 sont remplacés par le texte suivant :

b) Toutefois, si un dommage nucléaire est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et ne mettant en jeu que des substances nucléaires qui y sont entreposées en cours de transport, l'exploitant de l'installation nucléaire n'est pas responsable lorsqu'un autre exploitant ou une autre personne est responsable en vertu de l'article 4.

d) Si le dommage nucléaire implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire; toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage nucléaire causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas d'entreposage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'article 7. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, conformément à l'article 7.

G. — Les paragraphes (c), (e) et (g) de l'article 6 sont remplacés par le texte suivant :

c) i) Aucune disposition de la présente Convention n'affecte la responsabilité :

1. de toute personne physique qui, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, a causé un dommage nucléaire résultant d'un accident nucléaire dont l'exploitant, conformément à l'article 3(a) ou à l'article 9, n'est pas responsable en vertu de la présente Convention;

2. de la personne dûment autorisée à exploiter un réacteur faisant partie d'un moyen de transport pour un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire, lorsqu'un exploitant n'est pas responsable de ce dommage en vertu de l'article 4(a)(iii) ou (b)(iii).

ii) L'exploitant ne peut être rendu responsable, en dehors de la présente Convention, d'un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire.

e) Si l'exploitant prouve que le dommage nucléaire résulte, en totalité ou en partie, d'une négligence grave de la personne qui l'a subi ou que cette personne a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, le tribunal compétent peut, si le droit national en dispose ainsi, dégager l'exploitant, en totalité ou en partie, de l'obligation de réparer le dommage subi par cette personne.

g) Pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe (f) du présent article, ladite personne ne peut avoir un droit de recours contre l'exploitant en vertu du paragraphe (d) du présent article.

H. — L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

a) Toute Partie Contractante doit prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant pour les dommages nucléaires causés par chaque accident nucléaire n'est pas inférieure à 700 millions d'euros.

ii) schade aan zaken die zich bevinden op dat terrein en die worden gebruikt of bestemd zijn om te worden gebruikt in verband met één van die installaties, indien wordt bewezen dat bedoelde schade is veroorzaakt door een kernongeval in die installatie of waarbij nucleaire stoffen afkomstig uit die installatie waren betrokken, behoudens het bepaalde in artikel 4.

b) In gevallen waarin kernschade wordt veroorzaakt door een kernongeval en door een ongeval niet zijnde een kernongeval tezamen, wordt het gedeelte van de schade dat door zulk een ander ongeval wordt veroorzaakt, voor zover dit redelijkerwijze niet te scheiden valt van de door het kernongeval veroorzaakte kernschade, beschouwd als door het kernongeval veroorzaakte kernschade. In gevallen waarin kernschade wordt veroorzaakt door een kernongeval en door een niet onder dit Verdrag vallend vrijkomen van ioniserende straling tezamen, wordt de aansprakelijkheid van enig persoon in verband met dit vrijkomen van ioniserende straling door niets in dit Verdrag beperkt of anderszins aangetast.

E. — De leden (c) en (d) van artikel 4 worden omgeletterd in respectievelijk de leden (d) en (e) en het volgende nieuwe lid (c) wordt ingevoegd :

c) De overdracht van aansprakelijkheid aan de exploitant van een andere kerninstallatie ingevolge de leden (a)(i) en (ii) en (b) (i) en (ii) kan uitsluitend plaatsvinden indien die exploitant een rechtstreeks economisch belang heeft bij de nucleaire stoffen die worden vervoerd.

F. — De leden (b) en (d) van artikel 5 worden vervangen door de volgende tekst :

b) In gevallen echter, waarin kernschade wordt veroorzaakt door een kernongeval dat plaatsvindt in een kerninstallatie en waarbij slechts nucleaire stoffen betrokken zijn welke daarin tijdens het vervoer zijn opgeslagen, is de exploitant van die kerninstallatie niet aansprakelijk indien een andere exploitant of persoon ingevolge artikel 4 aansprakelijk is.

d) Indien kernschade aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van meer dan een exploitant overeenkomstig dit Verdrag, zijn die exploitanten hoofdelijk en ieder voor het geheel aansprakelijk, met dien verstande dat indien een zodanige aansprakelijkheid ontstaat tengevolge van kernschade veroorzaakt door een kernongeval waarbij nucleaire stoffen tijdens het vervoer in een en hetzelfde vervoermiddel of, in het geval van opslag tijdens het vervoer, in een en dezelfde kerninstallatie betrokken zijn, als hoogste totale bedrag van de aansprakelijkheid van die exploitanten zal gelden het hoogste bedrag dat voor een van hen overeenkomstig artikel 7 is vastgesteld. In geen geval zal een exploitant in verband met een kernongeval meer behoeven te betalen dan het overeenkomstig artikel 7 voor hem vastgestelde bedrag.

G. — De leden (c), (e) en (g) van artikel 6 worden vervangen door de volgende tekst :

c) i) Dit Verdrag laat onverlet de aansprakelijkheid van :

1. natuurlijke personen voor kernschade veroorzaakt door een kernongeval waarvoor de exploitant krachtens artikel 3(a) of artikel 9, niet aansprakelijk is overeenkomstig dit Verdrag en welke het gevolg is van een handelen of nalaten van die natuurlijke personen met het opzet schade te veroorzaken;

2. de persoon die bevoegd is een reactor te exploiteren, welke deel uitmaakt van een vervoermiddel, voor kernschade veroorzaakt door een kernongeval wanneer ingevolge artikel 4(a) (iii) of (b) (iii) geen exploitant voor die schade aansprakelijk is.

ii) De exploitant is niet buiten dit Verdrag om aansprakelijk voor kernschade veroorzaakt door een kernongeval.

e) Indien de exploitant aantoonbaar dat de kernschade geheel of gedeeltelijk het gevolg is van hetzij grove nalatigheid van de persoon die de schade lijdt of van een handelen of nalaten van die persoon met het opzet schade te veroorzaken, kan de bevoegde rechter, indien het nationale recht daarin voorziet, de exploitant geheel of gedeeltelijk ontslaan van zijn verplichting schadevergoeding te betalen ter zake van de door die persoon geleden schade.

g) Indien de exploitant ingevolge lid (f) van dit artikel recht van verhaal heeft op een persoon, kan deze persoon niet in dezelfde mate rechten ingevolge lid (d) van dit artikel doen gelden op de exploitant.

H. — Artikel 7 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Elke Verdragsluitende Partij bepaalt in haar wetgeving dat de aansprakelijkheid van de exploitant ten aanzien van door een kernongeval veroorzaakte kernschade ten minste 700 miljoen euro bedraagt.

b) Nonobstant le paragraphe (a) du présent article et l'article 21(c), une Partie Contractante peut,

i) eu égard à la nature de l'installation nucléaire en cause et aux conséquences prévisibles d'un accident nucléaire la mettant en jeu, fixer un montant de responsabilité moins élevé pour cette installation, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 70 millions d'euros;

ii) eu égard à la nature des substances nucléaires en cause et aux conséquences prévisibles d'un accident nucléaire les mettant en jeu, fixer un montant de responsabilité moins élevé pour le transport de substances nucléaires, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 80 millions d'euros.

c) La réparation des dommages nucléaires causés au moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvent au moment de l'accident nucléaire ne peut avoir pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages nucléaires à un montant inférieur soit à 80 millions d'euros, soit au montant plus élevé fixé par la législation d'une Partie Contractante.

d) Les montants fixés en vertu des paragraphes (a) ou (b) du présent article ou de l'article 21(c) pour la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie Contractante ainsi que les dispositions de la législation d'une Partie Contractante prises en vertu du paragraphe (c) du présent article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

e) Une Partie Contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie Contractante.

f) Les dispositions du paragraphe (e) du présent article ne s'appliquent pas :

i) au transport par mer lorsqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie Contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire;

ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterrissage sur le territoire de ladite Partie Contractante.

g) Lorsque la présente Convention est applicable à un État non-Contractant conformément à l'article 2(a)(iv), toute Partie Contractante peut fixer des montants de responsabilité moins élevés à l'égard des dommages nucléaires que les montants minimums fixés conformément au présent article ou à l'article 21(c), dans la mesure où cet État n'accorde pas des avantages réciproques d'un montant équivalent.

h) Les intérêts et dépens liquidés par le tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent article.

i) Les montants prévus au présent article peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

j) Chaque Partie Contractante prend les dispositions nécessaires pour que les personnes ayant subi des dommages nucléaires puissent faire valoir leurs droits à réparation sans avoir à entamer des procédures différentes selon l'origine des fonds destinés à cette réparation.

I. — L'article 8 est remplacé par le texte suivant :

a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent sous peine de déchéance ou de prescription être intentées,

i) du fait de décès ou de dommages aux personnes, dans les trente ans à compter de la date de l'accident nucléaire;

ii) du fait de tout autre dommage nucléaire, dans les dix ans à compter de la date de l'accident nucléaire.

b) La législation nationale peut toutefois fixer un délai supérieur aux délais visés aux alinéas (i) ou (ii) du paragraphe (a) ci-dessus si la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable prévoit des mesures pour

b) Niettegenstaande lid (a) en ar tikel 21(c) kan elke Verdragsluitende Partij :

i) gelet op de aard van de desbetreffende kerninstallatie en op de te verwachten gevolgen van een kernongeval dat daarin zijn oorsprong heeft, voor die installatie een lager bedrag van aansprakelijkheid vaststellen, met dien verstande dat een aldus vastgesteld bedrag in geen geval minder mag bedragen dan 70 miljoen euro; en

ii) gelet op de aard van de betrokken nucleaire stoffen en op de te verwachten gevolgen van een kernongeval dat daarin zijn oorsprong heeft, voor het vervoer van nucleaire stoffen een lager bedrag van aansprakelijkheid vaststellen, met dien verstande dat een aldus vastgesteld bedrag in geen geval minder mag bedragen dan 80 miljoen euro.

c) De vergoeding van kernschade veroorzaakt aan het vervoermiddel waarin de desbetreffende nucleaire stoffen zich bevonden op het ogenblik van het kernongeval, mag niet ten gevolge hebben dat de aansprakelijkheid van de exploitant voor andere kernschade wordt teruggebracht tot een bedrag dat lager is dan 80 miljoen euro, of dat lager is dan het hogere bedrag dat door een Verdragsluitende Partij bij de wet is vastgesteld.

d) Het overeenkomstig lid (a) of (b) of artikel 21(c) vastgestelde bedrag waarvoor exploitanten van kerninstallaties op het grondgebied van een Verdragsluitende Partij aansprakelijk zijn, alsmede de wettelijke bepalingen van een Verdragsluitende Partij als bedoeld in lid (c), zijn van toepassing op de aansprakelijkheid van genoemde exploitanten, ongeacht waar het kernongeval zich voordoet.

e) Iedere Verdragsluitende Partij kan de doorvoer van nucleaire stoffen over haar grondgebied afhankelijk stellen van de voorwaarde dat het maximumbedrag waarvoor de betrokken buitenlandse exploitant aansprakelijk is, wordt verhoogd indien zij van mening is dat dit bedrag de risico's van een kernongeval tijdens doorvoer niet voldoende dekt, met dien verstande dat het aldus verhoogde maximumbedrag niet meer zal bedragen dan het maximumbedrag waarvoor de exploitanten van op haar grondgebied gelegen kerninstallaties aansprakelijk zijn.

f) De bepalingen van lid (e) zijn niet van toepassing op :

i) zeevervoer in de gevallen waarin het internationale recht voorziet in het recht de havens van een zodanige Verdragsluitende Partij bij dreigend gevaar binnen te varen, of in het recht van onschuldige doorvaart door haar grondgebied; of

ii) luchtvervoer in de gevallen waarin, krachtens een overeenkomst of krachtens het internationale recht, het recht bestaat over het grondgebied van een zodanige Verdragsluitende Partij te vliegen of er te landen.

g) In gevallen waarin het Verdrag van toepassing is op een niet-Verdragsluitende Staat overeenkomstig artikel 2(a) (iv), kan elke Verdragsluitende Partij ten aanzien van kernschade bedragen van aansprakelijkheid vaststellen die lager zijn dan de ingevolge dit artikel of artikel 21(c) vastgestelde minimumbedragen, voor zover een dergelijke Staat geen wederkerige uitkeringen van een equivalent bedrag biedt.

h) Alle kosten en interesten welke door de rechter naar aanleiding van een rechtsvordering tot schadevergoeding krachtens dit Verdrag worden toegewezen, worden niet beschouwd als schadevergoeding in de zin van dit Verdrag en zijn door de exploitant verschuldigd boven het bedrag waarvoor hij overeenkomstig dit artikel aansprakelijk is.

i) De in dit artikel bedoelde bedragen kunnen in de nationale munteenheid worden omgerekend in ronde bedragen.

j) Iedere Verdragsluitende Partij draagt er zorg voor dat personen die schade hebben geleden hun rechten op schadevergoeding kunnen uitoefenen, zonder dat zij afzonderlijke gedingen naargelang van de herkomst van de voor deze schadevergoeding bestemde gelden aanhangig behoeven te maken.

I. — Artikel 8 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Het recht op schadevergoeding krachtens dit Verdrag verjaart of vervalt indien geen rechtsvordering is ingesteld :

i) ten aanzien van overlijden en persoonlijk letsel, binnen dertig jaar na de datum van het kernongeval;

ii) ten aanzien van overige kernschade, binnen tien jaar na de datum van het kernongeval.

b) De nationale wetgeving kan evenwel een langere termijn dan de in de subleden (i) of (ii) van lid (a) genoemde termijn vaststellen, indien de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, maatregelen heeft genomen om de

couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites après l'expiration des délais visés aux alinéas (i) ou (ii) du paragraphe (a) ci-dessus et pendant la période de prolongation de ce délai.

c) Toutefois, si un délai plus long est prévu, conformément au paragraphe (b) ci-dessus, les actions en réparation intentées pendant ce délai ne peuvent porter atteinte en aucun cas aux droits à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant une action avant l'expiration,

i) d'un délai de trente ans du fait de décès ou de dommage aux personnes;

ii) d'un délai de dix ans du fait de tout autre dommage nucléaire.

d) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de trois ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage nucléaire et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que les délais établis en vertu des paragraphes (a) et (b) du présent article puissent être dépassés.

e) Dans les cas prévus à l'article 13(f)(ii), il n'y a pas déchéance ou prescription de l'action en réparation si, dans les délais prévus aux paragraphes (a), (b) et (d) du présent article,

i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tribunal peut choisir; si le Tribunal désigne comme tribunal compétent, un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné;

ii) une demande a été introduite auprès d'une Partie Contractante intéressée en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'article 13(f)(ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

f) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage nucléaire après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu.

J. — L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

L'exploitant n'est pas responsable des dommages nucléaires causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection.

K. — L'article 10 est remplacé par le texte suivant :

a) Tout exploitant devra être tenu, pour faire face à la responsabilité prévue par la présente Convention, d'avoir et de maintenir, à concurrence du montant fixé conformément à l'article 7(a) ou 7(b) ou à l'article 21(c), une assurance ou une autre garantie financière correspondant au type et aux conditions déterminés par l'autorité publique compétente.

b) Lorsque la responsabilité de l'exploitant n'est pas limitée dans son montant, la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable établit une limite à la garantie financière de l'exploitant responsable, pour autant que la limite ainsi établie ne soit pas inférieure au montant visé à l'article 7(a) ou 7(b).

c) La Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable assure le paiement des indemnités pour dommage nucléaire reconnues comme étant à la charge de l'exploitant en fournissant les sommes nécessaires, dans la mesure où l'assurance ou autre garantie financière n'est pas disponible ou n'est pas suffisante pour payer ces indemnités, à concurrence d'un montant qui ne peut être inférieur au montant visé à l'article 7(a) ou à l'article 21(c).

d) L'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie financière ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue aux paragraphes (a) ou (b) du présent article, ou y mettre fin, sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ou, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de substances nucléaires, pendant la durée de ce transport.

aansprakelijkheid van die exploitant te dekken met betrekking tot alle rechtsvorderingen voor schadevergoeding welke zijn ingesteld na het verstrijken van de in de subleden (i) of (ii) van lid (a) genoemde termijn en tijdens een dergelijke langere termijn.

c) Indien overeenkomstig lid (b) evenwel een langere termijn is vastgesteld, laat een rechtsvordering voor schadevergoeding die binnen die termijn is ingesteld in elk geval onverlet het recht op schadevergoeding krachtens dit Verdrag van eenieder die een rechtsvordering tegen de exploitant heeft ingesteld :

i) binnen een termijn van dertig jaar terzake van persoonlijk letsel of overlijden;

ii) binnen een termijn van tien jaar terzake van alle overige kernschade.

d) Bij nationale wetgeving kan een termijn van ten minste drie jaar worden vastgesteld als verval- of verjaringstermijn van het recht op schadevergoeding krachtens het Verdrag, ingaande op de dag waarop de persoon die kernschade heeft geleden kennis draagt of redelijkerwijze geacht kan worden kennis te dragen van de kernschade en van de aansprakelijke exploitant, met dien verstande dat de overeenkomstig de leden a) en b) vastgestelde termijnen niet worden overschreden.

e) In de gevallen waarin de bepalingen van artikel 13(f) (ii) van toepassing zijn, verjaart of vervalt het recht op schadevergoeding echter niet, indien binnen de in de leden (a), (b) en (d) gestelde termijn :

i) vóór de aanwijzing door het Tribunaal, bedoeld in artikel 17, een rechtsvordering is ingesteld bij één van de rechters uit wie het Tribunaal een keuze kan doen; indien het Tribunaal beslist dat de bevoegde rechter een andere is dan die waarbij een zodanige rechtsvordering reeds is ingesteld, kan het Tribunaal een termijn vaststellen waarbinnen een zodanige rechtsvordering bij de aldus aangewezen bevoegde rechter moet worden ingesteld; of

ii) tot een betrokken Verdragsluitende Partij een verzoek is gericht de aanwijzing van een bevoegde rechter door het Tribunaal overeenkomstig artikel 13(f) (ii), uit te lokken en na zodanige aanwijzing een rechtsvordering wordt ingesteld binnen de door het Tribunaal vast te stellen termijn.

f) Tenzij het nationale recht voorziet in het tegendeel, kan elke persoon die kernschade heeft geleden tengevolge van een kernongeval en die binnen de bij dit artikel vastgestelde termijn een rechtsvordering tot schadevergoeding heeft ingesteld, zijn eis in verband met toewijzing van de kernschade na het verstrijken van die termijn wijzigen, mits de bevoegde rechter nog geen einduitspraak heeft gedaan.

J. — Artikel 9 wordt vervangen door de volgende tekst :

De exploitant is niet aansprakelijk voor kernschade veroorzaakt door een kernongeval dat rechtstreeks te wijten is aan een gewapend conflict, vijandelikheden, burgeroorlog of opstand.

K. — Artikel 10 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Ter dekking van de aansprakelijkheid krachtens dit Verdrag is de exploitant gehouden een verzekering of andere financiële zekerheid te hebben en in stand te houden ter grootte van het overeenkomstig artikel 7(a) of 7(b) of artikel 21(c) vastgestelde bedrag en van de aard en op de voorwaarden als door het bevoegde openbare gezag worden vastgesteld.

b) Wanneer het bedrag van de aansprakelijkheid van de exploitant niet beperkt is, stelt de Verdragsluitende Partij binnen wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen een grens vast voor de financiële zekerheid van de aansprakelijke exploitant, met dien verstande dat de aldus vastgestelde grens ten minste het in artikel 7(a) of 7(b) bedoelde bedrag is.

c) De Verdragsluitende Partij binnen wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, waarborgt de betaling van vorderingen tot schadevergoeding voor kernschade die tegen de exploitant zijn ingesteld door de nodige middelen te verstrekken voor zover de verzekering of andere financiële zekerheid niet beschikbaar of ontoereikend is om deze vorderingen te dekken, tot een bedrag van ten minste het in artikel 7(a) of artikel 21(c) bedoelde bedrag.

d) De verzekeraar of andere persoon die financiële zekerheid heeft gesteld, kan de in de leden (a) of (b) bedoelde verzekering of andere financiële zekerheid niet schorsen of beëindigen dan nadat hij daarvan ten minste twee maanden van tevoren schriftelijk mededeling heeft gedaan aan het bevoegde openbare gezag, noch kan hij, voor zover de verzekering of andere financiële zekerheid betrekking heeft op het vervoer van nucleaire stoffen, deze schorsen of beëindigen tijdens de duur van het betrokken vervoer.

e) Les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière ne peuvent servir qu'à la réparation des dommages nucléaires causés par un accident nucléaire.

L. — L'article 12 est remplacé par le texte suivant :

Les indemnités payables conformément à la présente Convention, les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière en vertu de l'article 10 et les intérêts et dépens visés à l'article 7(h), sont librement transférables entre les zones monétaires des Parties Contractantes.

M. — L'article 13 est remplacé par le texte suivant :

a) Sauf dans les cas où le présent article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire est survenu, sont seuls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des articles 3, 4 et 6(a).

b) Lorsqu'un accident nucléaire survient dans l'espace de la zone économique exclusive d'une Partie Contractante ou, quand une telle zone n'a pas été établie, dans un espace qui ne s'étendrait pas au-delà des limites d'une zone économique exclusive si une telle zone devait être établie, les tribunaux de cette Partie sont seuls compétents aux fins de la présente Convention pour connaître des actions concernant le dommage nucléaire résultant de cet accident nucléaire, à la condition toutefois que la Partie Contractante concernée ait notifié cet espace au Secrétaire général de l'Organisation avant l'accident nucléaire. Rien dans le présent paragraphe n'est interprété comme autorisant l'exercice de la compétence juridictionnelle ou la délimitation d'une zone maritime d'une manière qui soit contraire au droit international de la mer.

c) Lorsqu'un accident nucléaire survient hors des territoires des Parties Contractantes ou dans un espace qui n'a pas fait l'objet d'une notification conformément au paragraphe (b) du présent article, ou lorsque le lieu de l'accident nucléaire ne peut pas être déterminé avec certitude, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable sont seuls compétents.

d) Lorsqu'un accident nucléaire se produit dans un espace à l'égard duquel s'appliquent les dispositions de l'article 17(d), sont compétents les tribunaux désignés, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'article 17, comme étant les tribunaux de la Partie Contractante la plus directement liée à l'accident et affectée par ses conséquences.

e) Ni l'exercice de la compétence juridictionnelle en vertu du présent article, ni la notification d'un espace effectuée conformément au paragraphe (b) du présent article, ne créent de droit ou obligation ou constituent un précédent en ce qui concerne la délimitation des espaces maritimes entre les États ayant des côtes se faisant face ou adjacentes.

f) Lorsqu'en vertu des paragraphes (a), (b) ou (c) du présent article les tribunaux de plusieurs Parties Contractantes sont compétents, la compétence est attribuée,

i) si l'accident nucléaire est survenu en partie hors du territoire de toute Partie Contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie Contractante, aux tribunaux de cette dernière;

ii) dans tout autre cas, aux tribunaux désignés, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'article 17, comme étant les tribunaux de la Partie Contractante la plus directement liée à l'accident et affectée par ses conséquences.

g) La Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents prend, pour les actions en réparation de dommages nucléaires, les dispositions nécessaires pour :

i) que tout État puisse intenter une action au nom de personnes qui ont subi des dommages nucléaires, qui sont des ressortissants de cet État ou qui ont leur domicile ou leur résidence sur son territoire, et qui y ont consenti;

ii) que toute personne puisse intenter une action pour faire valoir, en vertu de la présente Convention, des droits acquis par subrogation ou par cession.

h) La Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents en vertu de la présente Convention prend les dispositions nécessaires pour qu'un seul de ses tribunaux soit compétent pour statuer sur un accident nucléaire déterminé; les critères de sélection de ce tribunal sont fixés par la législation nationale de cette Partie Contractante.

e) De bedragen welke ter beschikking staan ingevolge verzekering, herverzekering of andere financiële zekerheid mogen alleen worden aangewend voor vergoeding van kernschade veroorzaakt door een kernongeval.

L. — Artikel 12 wordt vervangen door de volgende tekst :

Schadevergoeding betaalbaar krachtens dit Verdrag, verzekerings- en herverzekeringspremies, bedragen ter beschikking staande ingevolge verzekering, herverzekering of andere overeenkomstig artikel 10 vereiste financiële zekerheid en kosten en interesten, als bedoeld in artikel 7(h) kunnen tussen de monetaire gebieden van de Verdragsluitende Partijen vrij worden overgemaakt.

M. — Artikel 13 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Tenzij in dit artikel anders is bepaald kunnen rechtsvorderingen ingevolge de artikelen 3, 4 en 6(a) uitsluitend worden ingesteld bij de bevoegde rechters van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied het kernongeval heeft plaatsgevonden.

b) In gevallen waarin een kernongeval plaatsvindt binnen het gebied van de exclusieve economische zone van een Verdragsluitende Partij of, indien een dergelijke zone niet is ingesteld, in een gebied dat de grenzen van een exclusieve economische zone, indien er een ingesteld zou worden, niet overschrijdt, kunnen rechtsvorderingen met betrekking tot kernschade ten gevolge van dat kernongeval voor de toepassing van dit Verdrag uitsluitend worden ingesteld bij de rechters van die Partij, mits de betrokken Verdragsluitende Partij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voorafgaand aan het kernongeval mededeling heeft gedaan van een dergelijk gebied. Niets in dit lid mag worden uitgelegd als toestemming voor de uitoefening van rechtsbevoegdheid of de afbakening van een maritieme zone op een wijze die strijdig is met het internationale recht van de zee.

c) In gevallen waarin een kernongeval plaatsvindt buiten het grondgebied van de Verdragsluitende Partijen of in gevallen waarin het plaatsvindt binnen een gebied ten aanzien waarvan geen mededeling ingevolge lid b) is gedaan, of in gevallen waarin de plaats van het kernongeval niet met zekerheid kan worden vastgesteld, zijn uitsluitend de rechters bevoegd van de Verdragsluitende Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen.

d) In gevallen waarin een kernongeval plaatsvindt in een gebied ten aanzien waarvan de omstandigheden van artikel 17(d) van toepassing zijn, zijn de rechters bevoegd die, op verzoek van een betrokken Verdragsluitende Partij, door het in artikel 17 bedoelde Tribunaal zijn aangewezen als de rechters van die Verdragsluitende Partij die het nauwst bij de zaak betrokken is en door de gevolgen van het ongeval getroffen wordt.

e) De uitoefening van rechtsbevoegdheid krachtens dit artikel alsmede de mededeling van een gebied ingevolge lid (b) scheidt geen rechten of verplichtingen en heeft geen precedentwerking ten aanzien van de afbakening van maritieme gebieden tussen Staten met tegenover elkaar liggende of aangrenzende kusten.

f) Indien overeenkomstig lid (a), (b) of (c) rechters van meer dan een Verdragsluitende Partij bevoegd zouden zijn, zijn bevoegd :

i) indien het kernongeval zich voordoet deels buiten het grondgebied van een Verdragsluitende Partij en deels op het grondgebied van een enkele Verdragsluitende Partij, de rechters van die Verdragsluitende Partij; en

ii) in elk ander geval de rechters die op verzoek van een betrokken Verdragsluitende Partij door het in artikel 17 bedoelde Tribunaal zijn aangewezen als de rechters van die Verdragsluitende Partij die het nauwst bij de zaak betrokken is en door de gevolgen van het ongeval getroffen wordt.

g) De Verdragsluitende Partij wier rechters bevoegd zijn, ziet erop toe dat met betrekking tot vorderingen tot vergoeding van kernschade :

i) elke Staat een rechtsvordering kan instellen namens personen die kernschade hebben geleden, die onderdanen van die Staat zijn of hun woon- of verblijfplaats op zijn grondgebied hebben, en die daarmee hebben ingestemd; en

ii) elke persoon een rechtsvordering kan instellen ter afdwinging van rechten ingevolge dit Verdrag verkregen via subrogatie of overdracht.

h) De Verdragsluitende Partij wier rechters bevoegd zijn ingevolge dit Verdrag ziet erop toe dat slechts een van haar rechters bevoegd is uitspraak te doen over vergoeding van kernschade veroorzaakt door een nucleair ongeval; de criteria voor deze keuze worden vastgesteld in de nationale wetgeving van deze Verdragsluitende Partij.

i) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent article sont exécutoires d'après les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie Contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie Contractante intéressée. Aucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

j) Si une action en réparation est intentée contre une Partie Contractante en vertu de la présente Convention, ladite Partie Contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal compétent en vertu du présent article, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

N. — Le paragraphe (b) de l'article 14 est remplacé par le texte suivant :

b) Le « droit national » et la « législation nationale » signifient le droit ou la législation nationale du tribunal compétent en vertu de la présente Convention pour statuer sur les actions résultant d'un accident nucléaire, à l'exclusion des règles relatives aux conflits de lois. Ce droit ou cette législation est applicable pour toutes les questions de fond et de procédure qui ne sont pas réglées spécialement par la présente Convention.

O. — Le paragraphe (b) de l'article 15 est remplacé par le texte suivant :

b) Pour la part des dommages nucléaires dont la réparation excéderait le montant de 700 millions d'euros prévu à l'article 7(a), l'application de ces mesures, quelle que soit leur forme, pourrait éventuellement être soumise à des conditions particulières dérogeant aux dispositions de la présente Convention.

P. — Un nouvel article 16bis est ajouté après l'article 16, rédigé comme suit :

Article 16bis La présente Convention n'affecte pas les droits et les obligations d'une Partie Contractante en vertu des règles générales du droit international public.

Q. — L'article 17 est remplacé par le texte suivant :

a) En cas de différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, les parties intéressées se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation ou autre mode de règlement à l'amiable.

b) Lorsqu'un différend visé au paragraphe (a) n'est pas réglé dans les six mois suivant la date à laquelle un tel différend a été constaté par l'une des parties intéressées, les Parties Contractantes se réuniront pour aider les parties intéressées à parvenir à un règlement à l'amiable.

c) Lorsque le différend n'est pas réglé dans les trois mois suivant la date à laquelle les Parties Contractantes se sont réunies conformément au paragraphe (b), ce différend, à la demande de l'une ou l'autre des parties intéressées, sera soumis au Tribunal européen pour l'énergie nucléaire créé par la Convention en date du 20 décembre 1957 sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire.

d) Les différends se rapportant à la délimitation des zones maritimes sont en dehors du champ de la présente Convention.

R. — L'article 18 est remplacé par le texte suivant :

a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion à la présente Convention, ou avant la notification faite en vertu de l'article 23 en ce qui concerne le ou les territoires visés par cette notification; ces réserves ne sont recevables que si leurs termes ont été expressément acceptés par les Signataires.

b) Toutefois, l'acceptation d'un Signataire n'est pas requise, si celui-ci n'a pas lui-même ratifié, accepté ou approuvé la Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Secrétaire général de l'Organisation, conformément à l'article 24.

c) Toute réserve acceptée conformément au présent article peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

S. — L'article 19 est remplacé par le texte suivant :

a) La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

i) Indien op tegenspraak gewezen vonnissen of verstekvonnissen van de overeenkomstig dit artikel bevoegde rechter uitvoerbaar zijn geworden krachtens het door die rechter toegepaste recht, worden zij uitvoerbaar op het grondgebied van elke andere Verdragsluitende Partij zodra de door de betrokken Verdragsluitende Partij vereiste formaliteiten zijn vervuld. De feiten van de zaak mogen niet opnieuw aan een onderzoek worden onderworpen. Voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing op vonnissen die nog slechts uitvoerbaar zijn bij voorraad.

j) Indien tegen een Verdragsluitende Partij een rechtsvordering krachtens dit Verdrag is ingesteld, is het die Verdragsluitende Partij niet toegestaan voor de overeenkomstig dit artikel bevoegde rechter een beroep te doen op onschendbaarheid ten aanzien van rechtsvervolgging, behoudens met betrekking tot maatregelen ter tenuitvoerlegging.

N. — Lid (b) van artikel 14 wordt vervangen door de volgende tekst :

b) « Nationaal recht » en nationale wetgeving » betekenen het recht of de nationale wetgeving van de rechter die overeenkomstig dit Verdrag bevoegd is kennis te nemen van rechtsvorderingen tot schadevergoeding voortvloeiende uit een kernongeval, met uitzondering van de collisioneregels met betrekking tot dergelijke vorderingen. Dat recht of die wetgeving is van toepassing op alle materieelrechtelijke en procesrechtelijke aangelegenheden die niet uitdrukkelijk in dit Verdrag zijn geregeld.

O. — Lid (b) van artikel 15 wordt vervangen door de volgende tekst :

b) Voor zover vergoeding van kernschade uitgaat boven de 700 miljoen euro, bedoeld in artikel 7(a), kunnen aan de toepassing van die maatregelen, welke vorm zij ook mogen hebben, bijzondere voorwaarden worden verbonden, welke kunnen afwijken van de bepalingen van dit Verdrag.

P. — Na artikel 16 wordt het volgende nieuwe artikel 16bis ingevoegd :

Artikel 16bis Dit Verdrag laat onverlet de rechten en verplichtingen van een Verdragsluitende Partij ingevolge de algemene regels van internationaal publiekrecht.

Q. — Artikel 17 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Ingeval een geschil ontstaat tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag, plegen de partijen bij het geschil overleg met het oog op regeling van het geschil door onderhandeling of met andere vreedzame middelen.

b) Wanneer een in lid (a) bedoeld geschil niet is geregeld binnen zes maanden, te rekenen vanaf de datum waarop door een van de partijen bij het geschil het bestaan ervan wordt erkend, komen de Verdragsluitende Partijen bijeen teneinde de partijen bij het geschil bij te staan bij het treffen van een minnelijke schikking.

c) Wanneer binnen drie maanden, te rekenen vanaf de in lid (b) bedoelde bijeenkomst, het geschil niet is beslecht, wordt het geschil op verzoek van een van de partijen daarbij voorgelegd aan het Europees Tribunaal voor kernenergie, ingesteld bij het Verdrag van 20 december 1957 inzake de instelling van een veiligheidscontrole op het gebied van de kernenergie.

d) Geschillen betreffende de afbakening van maritieme grenzen vallen buiten de reikwijdte van dit Verdrag.

R. — Artikel 18 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Ten aanzien van één of meer bepalingen van dit Verdrag kan te allen tijde vóór de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van of toetreding tot dit Verdrag, of vóór de mededeling krachtens artikel 23 met betrekking tot één of meer van de in die mededeling genoemde gebieden, een voorbehoud worden gemaakt dat slechts toelaatbaar is indien de bepalingen daarvan uitdrukkelijk door de ondertekenende Regeringen zijn aanvaard.

b) Een zodanige aanvaarding is niet vereist van een ondertekenende Regering die niet zelf dit Verdrag heeft bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd binnen een termijn van twaalf maanden na de dag waarop haar door de Secretaris-Generaal van de Organisatie overeenkomstig artikel 24 mededeling is gedaan van een zodanig voorbehoud.

c) Elk overeenkomstig dit artikel toegelaten voorbehoud kan te allen tijde door middel van een aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie gerichte mededeling worden ingetrokken.

S. — Artikel 19 wordt vervangen door de volgende tekst :

a) Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie.

b) La présente Convention entrera en vigueur dès que cinq au moins des Signataires auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Pour tout Signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès qu'il aura déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

T. — L'article 20 est remplacé par le texte suivant :

Les modifications à la présente Convention seront adoptées par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes. Elles entreront en vigueur lorsqu'elles auront été ratifiées, acceptées ou approuvées par les deux tiers des Parties Contractantes. Pour toute Partie Contractante qui les ratifiera, acceptera ou approuvera ultérieurement, les modifications entreront en vigueur à la date de cette ratification, acceptation ou approbation.

U. — Un nouveau paragraphe (c) est ajouté à l'article 21, rédigé comme suit :

c) Nonobstant l'article 7(a), lorsqu'un gouvernement d'un pays non Signataire de la présente Convention y adhère après le 1^{er} janvier 1999, il peut prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant pour les dommages nucléaires causés par chaque accident nucléaire peut être limitée, pour une durée maximum de cinq ans à compter de la date d'adoption du Protocole du 12 février 2004 portant modification de la présente Convention, à un montant transitoire qui n'est pas inférieur à 350 millions d'euros en ce qui concerne un accident nucléaire survenant pendant cette période.

V. — Le paragraphe (c) de l'article 22 est renuméroté (d) et un nouveau paragraphe (c) est ajouté à l'article 22, rédigé comme suit :

c) Les Parties Contractantes se consulteront, à l'expiration de chaque période de cinq ans suivant la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, à l'égard de tous les problèmes d'intérêt commun posés par l'application de la présente Convention et, notamment, sur l'opportunité d'augmenter les montants de responsabilité et de garantie financière.

W. — Le paragraphe (b) de l'article 23 est remplacé par le texte suivant :

b) Tout Signataire ou Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la présente Convention ou de son adhésion à la présente Convention, ou ultérieurement à tout moment, indiquer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convention s'applique à ceux de ses territoires, y compris les territoires pour lesquels la Partie Contractante est responsable dans les relations internationales, auxquels elle n'est pas applicable en vertu du paragraphe (a) du présent article et qui sont désignés dans la notification.

Une telle notification peut, en ce qui concerne tout territoire qui y est désigné, être retirée en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

X. — L'article 24 est remplacé par le texte suivant :

Le Secrétaire général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires et gouvernements ayant adhéré à la Convention de la réception des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion et de retrait, ainsi que des notifications faites en vertu des articles 13(b) et 23 et des décisions prises par le Comité de Direction en vertu de l'article 1(a)(ii), 1(a)(iii) et 1(b). Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées et la date de l'entrée en vigueur desdites modifications, ainsi que les réserves faites conformément à l'article 18.

Y. — Le terme « dommage » est remplacé par les termes « dommage nucléaire » dans les articles suivants :

Article 4(a) et (b)

Article 5(a) et (c)

Article 6(a), (b), (d), (f) et (h).

Z. Dans la première phrase de l'article 4, les mots « le stockage » sont remplacés par « l'entreposage » et dans le paragraphe (a) de ce même article, le mot « transportées » est remplacé par « en cours de transport » (texte en langue française seulement). Dans le paragraphe (h) de l'article 6, le mot « workmen's » est remplacé par « workers' » (texte en langue anglaise seulement).

A.A. L'Annexe II de la Convention est supprimée.

b) Dit Verdrag treedt in werking zodra ten minste vijf ondertekenende Regeringen hun akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring hebben nedergelegd. Voor iedere ondertekenende Regering die dit Verdrag daarna bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt treedt het in werking zodra haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring is nedergelegd.

T. — Artikel 20 wordt vervangen door de volgende tekst :

Wijzigingen van dit Verdrag worden aangenomen met onderling goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen. Zij worden van kracht zodra zij door twee derde van de Verdragsluitende Partijen zijn bekrachtigd, aanvaardt of goedgekeurd. Voor iedere Verdragsluitende Partij die de wijzigingen daarna bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, worden zij van kracht op de datum van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

U. — Het volgende nieuwe lid (c) wordt toegevoegd aan artikel 21 :

c) Niettegenstaande artikel 7(a) kan een regering die dit Verdrag heeft ondertekend en die na 1 januari 1999 tot dit Verdrag is toegetreden, in haar wetgeving bepalen dat de aansprakelijkheid van de exploitant ten aanzien van kernschade veroorzaakt door een kernongeval, gedurende een termijn van ten hoogste vijf jaar na de datum van aanneming van het Protocol van 12 februari 2004 houdende wijziging van dit Verdrag, kan worden beperkt tot een overgangsbedrag van ten minste 350 miljoen euro ten aanzien van een kernongeval dat binnen die termijn plaatsvindt.

V. — Lid (c) van artikel 22 wordt omgeletterd in lid (d) en het volgende nieuwe lid (c) wordt ingevoegd :

c) De Verdragsluitende Partijen raadplegen elkaar na het verstrijken van elke vijfjaarlijkse termijn volgende op de datum waarop dit Verdrag in werking treedt over alle problemen van gemeenschappelijk belang die voortvloeien uit de toepassing van dit Verdrag en, in het bijzonder, om te bezien of verhogingen van de bedragen van de aansprakelijkheid en financiële zekerheid ingevolge dit Verdrag wenselijk zijn.

W. — Lid (b) van artikel 23 wordt vervangen door de volgende tekst :

b) Iedere ondertekenende Regering of Verdragsluitende Partij kan bij de ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van of toetreding tot dit Verdrag, of te eniger tijd daarna aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie mededelen dat dit Verdrag van toepassing is op die van haar gebieden, daaronder begrepen de gebieden voor welke internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is, waarop dit Verdrag overeenkomstig lid (a) niet van toepassing is en welke in de mededeling worden genoemd.

Een zodanige mededeling kan ten aanzien van elk daarin genoemd gebied worden ingetrokken door middel van een daartoe strekkende mededeling aan de Secretaris-Generaal van de Organisatie met inachtneming van een termijn van twaalf maanden.

X. — Artikel 24 wordt vervangen door de volgende tekst :

De Secretaris-Generaal van de Organisatie doet aan alle ondertekenende en toetredende regeringen mededeling van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring, toetreding of terugtrekking, van iedere mededeling overeenkomstig artikel 13(b) en artikel 23, en van besluiten van de Bestuurscommissie krachtens artikel 1(a)(ii), 1(a)(iii) en 1(b), van het tijdstip waarop dit Verdrag in werking treedt, van de tekst van wijzigingen daarvan, van het tijdstip waarop deze wijzigingen van kracht worden en van de voorbehouden welke overeenkomstig artikel 18 zijn gemaakt.

Y. — De in de volgende artikelen voorkomende term « schade » wordt vervangen door de term « kernschade » :

Artikel 4(a) en (b)

Artikel 5(a) en (c)

Artikel 6(a), (b), (d), (f) en (h)

Z. In de eerste volzin van artikel 4 van de Franse tekst wordt het woord « stockage » vervangen door het woord « entreposage », en in hetzelfde artikel wordt het woord « transportées » vervangen door de woorden « en cours de transport ». In artikel 6(h) van de Engelse tekst wordt het woord « workmen's » vervangen door het woord « workers' ».

AA. Bijlage II bij dit Verdrag wordt verwijderd.

II. a) Entre les Parties au présent Protocole, les dispositions dudit Protocole font partie intégrante de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire telle qu'elle a été amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982 (appelée ci-après la « Convention » qui sera dénommée « Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964, par le Protocole du 16 novembre 1982 et par le Protocole du 12 février 2004. »

b) Le présent Protocole sera soumis à ratification, acceptation ou approbation.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

c) Les Signataires du présent Protocole qui ont déjà ratifié ou adhéré à la Convention, expriment leur intention de ratifier, accepter ou approuver aussitôt que possible le présent Protocole. Les autres Signataires du présent Protocole s'engagent à le ratifier, l'accepter ou l'approuver en même temps qu'ils ratifieront la Convention.

d) Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion conformément aux dispositions de l'article 21 de la Convention. Aucune adhésion à la Convention ne sera reçue si elle n'est accompagnée d'une adhésion au présent Protocole.

e) Le présent Protocole entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 20 de la Convention.

f) Le Secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques donnera communication à tous les Signataires, ainsi qu'aux gouvernements adhérents, de la réception des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à ce Protocole.

PROTOCOLE portant modification de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, du Royaume de l'Espagne, de la République de Finlande, de la République Française, de la République Italienne, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République de Slovaquie, du Royaume de Suède et de la Confédération Suisse;

CONSIDÉRANT que certaines dispositions de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, ont été modifiées par le Protocole conclu à Paris le 12 février 2004, dont ils sont Signataires;

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable de modifier également la Convention du 31 janvier 1963 Complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

I. La Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, telle qu'elle a été amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, est modifiée comme suit :

A. — Le deuxième paragraphe du préambule du préambule est remplacé par le texte suivant :

PARTIES à la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, conclue dans le cadre de l'Organisation européenne de coopération économique devenue l'Organisation de coopération et de développement économiques et telle qu'elle a été modifiée par le Protocole additionnel conclu à Paris, le 28 janvier 1964, par le Protocole conclu à Paris, le 16 novembre 1982 et par le Protocole conclu à Paris, le 12 février 2004, (ci-après dénommée la « Convention de Paris »;

II. a) Tussen de Partijen bij dit Protocol maken de bepalingen daarvan een integrerend deel uit van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982 (hierna te noemen Verdrag »), dat aangehaald kan worden als het Verdrag van 29 juli 1960 inzake de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964, bij het Protocol van 16 november 1982 en bij het Protocol van 12 februari 2004. »

b) Dit Protocol dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

De akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring wordt nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

c) De ondertekenende Regeringen van dit Protocol die het Verdrag reeds hebben bekrachtigd of daartoe reeds zijn toetreden, brengen hun voornemen tot uitdrukking dit Protocol zo spoedig mogelijk te bekrachtigen, te aanvaarden of goed te keuren. De overige ondertekenende Regeringen van dit Protocol verplichten zich ertoe het te bekrachtigen, aanvaarden of goed te keuren op hetzelfde tijdstip waarop zij het Verdrag bekrachtigen.

d) Dit Protocol staat open voor toetreding overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 van het Verdrag. Toetreding tot het Verdrag wordt slechts aanvaard indien deze samengaat met toetreding tot dit Protocol.

e) Dit Protocol treedt in werking overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van het Verdrag.

f) De Secretaris-Generaal van de Organisatie voor economische samenwerking en ontwikkeling stelt alle ondertekenende en toetredende regeringen in kennis van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van, of toetreding tot dit Protocol.

PROTOCOL houdende wijziging van het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982

DE REGERINGEN van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, het Koninkrijk Spanje, de Republiek Finland, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Republiek Slovenië, het Koninkrijk Zweden en de Zwitserse Bondsstaat;

OVERWEGENDE dat sommige bepalingen van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, zijn gewijzigd bij het op 12 februari 2004 te Parijs gesloten Protocol, waarvan zij ondertekenaar zijn;

OVERWEGENDE dat het wenselijk is tevens het Verdrag van 31 juli 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, te wijzigen;

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

I. Het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, wordt als volgt gewijzigd :

A. — De tweede alinea van de preambule wordt vervangen door de volgende tekst :

PARTIJEN bij het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, gesloten in het kader van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking en Ontwikkeling, thans de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling en zoals gewijzigd bij het op 28 januari 1964 te Parijs gesloten Aanvullend Protocol, bij het op 16 november 1982 te Parijs gesloten Protocol en bij het op 12 februari 2004 te Parijs gesloten Protocol (hierna te noemen « Verdrag van Parijs »);

B. — L'article 2 est remplacé par le texte suivant :

Article 2

a) Le régime de la présente Convention s'applique aux dommages nucléaires dont la responsabilité incombe, en vertu de la Convention de Paris, à l'exploitant d'une installation nucléaire à usage pacifique, située sur le territoire d'une Partie Contractante ou dans ou par une île artificielle, une installation ou une construction sous la juridiction d'une Partie Contractante », et qui sont subis :

i) sur le territoire d'une Partie Contractante, ou
ii) dans les zones maritimes situées au-delà de la mer territoriale d'une Partie Contractante ou au-dessus de telles zones,

1. à bord d'un navire ou par un navire battant pavillon d'une Partie Contractante ou à bord d'un aéronef ou par un aéronef immatriculé sur le territoire d'une Partie Contractante ou dans ou par une île artificielle, une installation ou une construction sous la juridiction d'une Partie Contractante, ou

2. par un ressortissant d'une Partie Contractante, à l'exclusion d'un dommage subi dans la mer territoriale d'un État non-Contractant ou au-dessus, ou

iii) dans la zone économique exclusive d'une Partie Contractante ou au-dessus ou sur le plateau continental d'une Partie Contractante, à l'occasion de l'exploitation ou de la prospection des ressources naturelles de cette zone économique exclusive ou de ce plateau continental, sous réserve que les tribunaux d'une Partie Contractante soient compétents conformément à la Convention de Paris.

b) Tout Signataire ou gouvernement adhérent peut, au moment de la signature de la présente Convention ou de son adhésion à celle-ci ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, déclarer qu'il assimile à ses propres ressortissants, aux fins de l'application du paragraphe (a)(ii) 2 ci-dessus, les personnes physiques qui ont leur résidence habituelle sur son territoire au sens de sa législation, ou certaines catégories d'entre elles.

c) Au sens du présent article, l'expression « ressortissant d'une Partie Contractante » couvre une Partie Contractante ou toute subdivision politique d'une telle Partie, ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique établie, sur le territoire d'une Partie Contractante.

C. — L'article 3 est remplacé par le texte suivant :

Article 3

a) Dans les conditions fixées par la présente Convention, les Parties Contractantes s'engagent à ce que la réparation des dommages nucléaires visés à l'article 2 soit effectuée à concurrence d'un montant de 1 500 millions d'euros par accident nucléaire, sous réserve de l'application de l'article 12bis.

b) Cette réparation est effectuée comme suit :

i) à concurrence d'un montant au moins égal à 700 millions d'euros, fixé à cet effet en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, au moyen de fonds provenant d'une assurance ou d'une autre garantie financière ou de fonds publics alloués conformément à l'article 10(c) de la Convention de Paris, ces fonds étant répartis jusqu'à concurrence de 700 millions d'euros, conformément à la Convention de Paris;

ii) entre le montant visé à l'alinéa (i) ci-dessus et 1 200 millions d'euros, au moyen de fonds publics à allouer par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable;

iii) entre 1 200 millions d'euros et 1 500 millions d'euros, au moyen de fonds publics à allouer par les Parties Contractantes selon la clé de répartition prévue à l'article 12, ce montant pouvant être accru conformément au mécanisme prévu à l'article 12bis.

c) A cet effet, chaque Partie Contractante doit :

i) soit prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant n'est pas inférieure au montant visé au paragraphe (a) ci-dessus et disposer que cette responsabilité est couverte par l'ensemble des fonds visés au paragraphe (b) ci-dessus;

ii) soit prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant est fixée à un niveau au moins égal à celui qui est fixé conformément au paragraphe (b)(i) ci-dessus ou à l'article 7(b) de la Convention de Paris, et disposer qu'au-delà de ce montant et jusqu'au montant visé au paragraphe (a) ci-dessus, les fonds publics visés au paragraphe (b)(ii) et (iii) ci-dessus sont alloués à un titre différent de celui d'une couverture de la responsabilité de l'exploitant; toutefois, elle ne doit pas porter atteinte aux règles de fond et de procédure fixées par la présente Convention.

B. — Artikel 2 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 2

a) De regeling in dit Verdrag is van toepassing op kernschade waarvoor krachtens het Verdrag van Parijs de aansprakelijkheid berust bij de exploitant van een kerninstallatie voor vreedzaam gebruik, gelegen op het grondgebied van een Partij bij het onderhavige Verdrag (hierna genoemd « Partij ») en die geleden is :

i) op het grondgebied van een Partij; of

ii) in of boven maritieme gebieden buiten de territoriale zee van een Partij

1. aan boord van of door een schip varend onder de vlag van een Partij, of aan boord van of door een luchtvaartuig dat op het grondgebied van een Partij is ingeschreven, of op of door een kunstmatig eiland, installatie of structuur onder de rechtsmacht van een Partij, of

2. door een onderdaan van een Partij, met uitzondering van schade geleden in of boven de territoriale zee van een Staat die geen Partij is bij dit Verdrag; of

iii) in of boven de exclusieve economische zone van een Partij of op het continentaal plat van een Partij in verband met de exploitatie of exploratie van de natuurlijke rijkdommen van die exclusieve economische zone of dat continentaal plat, mits de rechters van een Partij krachtens het Verdrag van Parijs bevoegd zijn.

b) Iedere ondertekenende of toetredende regering kan bij de ondertekening van dit Verdrag of bij de toetreding daartoe dan wel bij de nederlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring verklaren, dat zij voor de toepassing van lid (a) (ii) 2 natuurlijke personen die volgens haar recht hun gewone verblijfplaats op haar grondgebied hebben, of bepaalde categorieën daarvan, gelijkstelt met haar eigen onderdanen.

c) Voor de toepassing van dit artikel wordt onder de uitdrukking « onderdaan van een Partij » mede verstaan iedere Partij of ieder staatsrechtelijk onderdeel van een Partij, of iedere publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, alsmede ieder publiek- of privaatrechtelijk lichaam zonder rechtspersoonlijkheid, gevestigd op het grondgebied van een Partij.

C. — Artikel 3 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 3

a) Overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag verplichten de Partijen zich ervoor zorg te dragen, dat de in artikel 2 bedoelde kernschade tot een bedrag van 1500 miljoen euro per kernongeval wordt vergoed, onverminderd de toepassing van artikel 12bis.

b) Deze schadevergoeding vindt plaats :

i) tot een bedrag van ten minste 700 miljoen euro vast te stellen krachtens de wetgeving van de Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, uit middelen afkomstig van een verzekering of andere financiële zekerheid of uit de ingevolge artikel 10(c) van het Verdrag van Parijs verstrekte openbare middelen, en uit te keren tot een bedrag van 700 miljoen euro in overeenstemming met het Verdrag van Parijs;

ii) tussen het in lid (b)(i) bedoelde bedrag en 1 200 miljoen euro, uit openbare middelen, ter beschikking te stellen door de Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen;

iii) tussen 1 200 miljoen euro en 1 500 miljoen euro uit openbare middelen, ter beschikking te stellen door de Partijen volgens de in artikel 12 bedoelde verdeelsleutel, onder voorbehoud dat een dergelijk bedrag wordt verhoogd in overeenstemming met het in artikel 12bis bedoelde mechanisme.

c) Te dien einde moet elke Partij :

i) hetzij ingevolge haar wetgeving vaststellen dat de aansprakelijkheid van de exploitant ten minste het in lid (a) bedoelde bedrag bedraagt, en bepalen dat deze aansprakelijkheid wordt gedekt door alle in lid (b) bedoelde middelen;

ii) hetzij ingevolge haar wetgeving de aansprakelijkheid van de exploitant vaststellen op een bedrag dat ten minste gelijk is aan het overeenkomstig lid (b)(i) hierboven of artikel 7(b) van het Verdrag van Parijs vastgestelde bedrag, en bepalen dat boven dat bedrag tot het in lid (a) bedoelde bedrag, de in lid (b)(i), (ii) en (iii) bedoelde openbare middelen ter beschikking worden gesteld anders dan ter dekking van de aansprakelijkheid van de exploitant, mits geen inbreuk wordt gemaakt op de in dit Verdrag vastgestelde materieelrechtelijke en procesrechtelijke regels.

d) Les créances découlant de l'obligation, pour l'exploitant, de réparer des dommages ou de payer des intérêts et dépens au moyen des fonds alloués conformément aux paragraphes b(ii) et (iii) et (g) du présent article ne sont exigibles à son égard qu'au fur et à mesure de l'allocation effective de ces fonds.

e) Si un État fait usage de la faculté prévue par l'article 21(c) de la Convention de Paris, il ne peut devenir Partie Contractante à la présente Convention qu'à la condition qu'il garantisse que des fonds sont disponibles pour couvrir la différence entre le montant pour lequel l'exploitant est responsable et 700 millions d'euros.

f) Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas faire usage, dans l'exécution de la présente Convention, de la faculté prévue à l'article 15(b) de la Convention de Paris d'édicter des conditions particulières, autres que celles prévues par la présente Convention, pour la réparation des dommages nucléaires au moyen des fonds visés au paragraphe (a) du présent article.

g) Les intérêts et dépens visés à l'article 7(h) de la Convention de Paris sont payables au-delà des montants indiqués au paragraphe (b) ci-dessus. Dans la mesure où ils sont alloués au titre d'une réparation payable sur les fonds visés :

i) au paragraphe (b)(i) ci-dessus, ils sont à la charge de l'exploitant responsable;

ii) au paragraphe (b)(ii) ci-dessus, ils sont à la charge de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de cet exploitant, dans la limite des fonds alloués par cette Partie Contractante;

iii) au paragraphe (b)(iii) ci-dessus, ils sont à la charge de l'ensemble des Parties Contractantes.

h) Les montants mentionnés dans la présente Convention sont convertis dans la monnaie nationale de la Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents suivant la valeur de cette monnaie à la date de l'accident à moins qu'une autre date ne soit fixée d'un commun accord pour un accident donné, par les Parties Contractantes.

D. — L'article 4 est supprimé.

E. — L'article 5 est remplacé par le texte suivant :

Article 5

Dans le cas où l'exploitant responsable a un droit de recours conformément à l'article 6(f) de la Convention de Paris, les Parties Contractantes à la présente Convention ont le même droit dans la mesure où des fonds publics sont alloués en vertu de l'article 3(b) et (g).

F. — L'article 6 est remplacé par le texte suivant :

Article 6

Pour le calcul des fonds publics à allouer en vertu de la présente Convention, seuls sont pris en considération les droits à réparation exercés du fait de décès ou de dommage aux personnes dans un délai de trente ans à compter de l'accident nucléaire et du fait de tout autre dommage nucléaire dans un délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. De tels délais sont en outre prolongés dans les cas et aux conditions fixées à l'article 8(e) de la Convention de Paris.

Les demandes complémentaires présentées après l'expiration de ce délai, dans les conditions prévues à l'article 8(f) de la Convention de Paris, sont également prises en considération.

G. — L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

Article 7

Lorsqu'une Partie Contractante fait usage de la faculté prévue à l'article 8(d) de la Convention de Paris, le délai qu'elle fixe est un délai de prescription de trois ans au moins à compter soit du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance.

H. — L'article 8 est remplacé par le texte suivant :

Article 8

Toute personne bénéficiant des dispositions de la présente Convention a droit à la réparation intégrale du dommage nucléaire subi, conformément aux dispositions prévues par le droit national.

Toutefois, une Partie Contractante peut fixer des critères de répartition équitables de la réparation disponible en vertu de la présente Convention pour le cas où le montant des dommages dépasse ou risque de dépasser 1 500 millions d'euros, sans qu'il en résulte, quelle que soit l'origine des fonds et sous réserve des dispositions de l'article 2, de discrimination en fonction de la nationalité, du domicile ou de la résidence de la personne ayant subi le dommage.

d) De verplichting van de exploitant tot betaling van schadevergoeding, interest of kosten uit de overeenkomstig de leden (b) (ii) en (iii) en (g) ter beschikking gestelde openbare middelen is jegens hem slechts afdwingbaar indien en voor zover deze middelen daadwerkelijk ter beschikking worden gesteld.

e) Wanneer een Staat gebruik maakt van de in artikel 21(c) van het Verdrag van Parijs bedoelde optie kan deze alleen Partij bij dit Verdrag worden indien hij waarborgt dat middelen beschikbaar zijn om het verschil tussen het bedrag waarvoor de exploitant aansprakelijk is en 700 miljoen euro te dekken.

f) Bij de uitvoering van dit Verdrag verplichten de Partijen zich ertoe, ten aanzien van vergoeding van kernschade uit de in lid (a) bedoelde middelen, geen gebruik te maken van de in artikel 15(b) van het Verdrag van Parijs bedoelde bevoegdheid om bijzondere voorwaarden te stellen, anders dan die welke zijn neergelegd in dit Verdrag.

g) De in artikel 7(h) van het Verdrag van Parijs bedoelde kosten en interesten zijn verschuldigd boven de in lid (b) genoemde bedragen en zijn, naar gelang zij zijn toegewezen uit hoofde van schadevergoeding ten laste van de middelen bedoeld in :

i) lid (b)(i), voor rekening van de aansprakelijke exploitant;

ii) lid (b)(ii), voor rekening van de Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, naargelang van de door die Partij beschikbaar gestelde middelen;

iii) lid (b)(iii), voor rekening van de Partijen gezamenlijk.

h) De in dit Verdrag genoemde bedragen worden omgerekend in de nationale munteenheid van de Partij waarvan de rechters bevoegd zijn, volgens de waarde van die munteenheid op de datum van het ongeval, tenzij met betrekking tot een bepaald ongeval een andere datum door de Partijen wordt overeengekomen.

D. — Artikel 4 wordt uit het Verdrag verwijderd.

E. — Artikel 5 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 5

Indien de aansprakelijke exploitant recht van verhaal heeft overeenkomstig artikel 6(f) van het Verdrag van Parijs, hebben de Partijen bij dit Verdrag hetzelfde recht van verhaal, voor zover ingevolge artikel 3(b) en (g) openbare middelen beschikbaar zijn gesteld.

F. — Artikel 6 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 6

Voor de berekening van de krachtens dit Verdrag ter beschikking te stellen openbare middelen worden uitsluitend de rechten op schadevergoeding in aanmerking genomen, die binnen een termijn van dertig jaar na de datum van het kernongeval in geval van overlijden of persoonlijk letsel, en tien jaar na de datum van het kernongeval in geval van alle overige kernschade, uitgeoefend worden.

Deze termijn wordt bovendien verlengd in de gevallen en onder de voorwaarden vermeld in artikel 8(e) van het Verdrag van Parijs. Wijzigingen van vorderingen gemaakt na het verstrijken van deze termijn, worden mede in aanmerking genomen overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld in artikel 8(f) van het Verdrag van Parijs.

G. — Artikel 7 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 7

Wanneer een Partij gebruik maakt van de bevoegdheid, voorzien in artikel 8(d) van het Verdrag van Parijs, is de door haar bepaalde termijn een verjaringstermijn van ten minste drie jaar, die ingaat op de dag waarop de persoon die schade heeft geleden kennis draagt of redelijkerwijze geacht kan worden kennis te dragen van de schade en de aansprakelijke exploitant.

H. — Artikel 8 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 8

Ieder die aan dit Verdrag een aanspraak op schadevergoeding ontleent, heeft recht op de volledige vergoeding van de geleden

kernschade overeenkomstig het nationale recht, met dien verstande dat wanneer het bedrag van deze schade 1 500 miljoen euro te boven gaat of waarschijnlijk te boven gaat, elke Partij billijke maatstaven voor de verdeling van het krachtens dit Verdrag beschikbare bedrag aan schadevergoeding kan vaststellen. Deze maatstaven worden toegepast ongeacht de herkomst van de middelen en, met inachtneming van het bepaalde in artikel 2, zonder onderscheid naar nationaliteit, woon- of verblijfplaats van de persoon die de schade heeft geleden.

I. — L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

Article 9

a) Le régime d'allocation des fonds publics disponibles en vertu de la présente Convention est celui de la Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents.

b) Chaque Partie Contractante prend les dispositions nécessaires pour que les personnes ayant subi un dommage nucléaire puissent faire valoir leurs droits à réparation sans avoir à entamer des procédures différentes selon l'origine des fonds destinés à cette réparation.

c) Une Partie Contractante est tenue d'allouer les fonds visés à l'article 3(b)(iii), à partir du moment où le montant de la réparation en vertu de la présente Convention atteint le total des montants visés à l'article 3(b)(i) et (ii), indépendamment du fait que des fonds à la charge de l'exploitant restent disponibles ou que la responsabilité de l'exploitant n'est pas limitée dans son montant.

J. — L'article 10 est remplacé par le texte suivant :

Article 10

a) La Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents est tenue d'informer les autres Parties Contractantes de la survenance et des circonstances d'un accident nucléaire dès qu'il apparaît que les dommages nucléaires causés par cet accident dépassent ou risquent de dépasser le total des montants visés à l'article 3(b)(i) et (ii). Les Parties Contractantes prennent sans délai toutes dispositions nécessaires pour régler les modalités de leurs rapports à ce sujet.

b) Seule la Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents peut demander aux autres Parties Contractantes l'allocation des fonds publics visés à l'article 3(b)(iii) et (g) et a compétence pour attribuer ces fonds.

c) Cette Partie Contractante exerce, le cas échéant, les recours visés à l'article 5 pour le compte des autres Parties Contractantes qui auraient alloué des fonds publics au titre de l'article 3(b)(iii) et (g).

d) Les transactions intervenues conformément aux conditions fixées par la législation nationale au sujet de la réparation des dommages nucléaires effectuée au moyen des fonds publics visés à l'article 3(b)(ii) et (iii) seront reconnues par les autres Parties Contractantes, et les jugements prononcés par les tribunaux compétents au sujet d'une telle réparation deviendront exécutoires sur le territoire des autres Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 13(i) de la Convention de Paris.

K. — L'article 11 est remplacé par le texte suivant :

Article 11

a) Si les tribunaux compétents relèvent d'une Partie Contractante autre que celle sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable, les fonds publics visés à l'article 3(b)(ii) et (g) sont alloués par la première de ces Parties. La Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable rembourse à l'autre les sommes versées. Ces deux Parties Contractantes déterminent d'un commun accord les modalités du remboursement.

b) Si plusieurs Parties Contractantes sont tenues d'allouer des fonds publics conformément à l'article 3(b)(ii) et (g), les dispositions du paragraphe (a) ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis. Le remboursement s'effectue en prenant en compte la mesure dans laquelle chaque exploitant a contribué à l'accident nucléaire.

c) Dans l'adoption de toutes dispositions législatives, réglementaires ou administratives postérieures au moment de l'accident nucléaire et relatives à la nature, à la forme et à l'étendue de la réparation, aux modalités d'allocation des fonds publics visés à l'article 3(b)(ii) et (g) et, le cas échéant, aux critères de répartition de ces fonds, la Partie Contractante dont les tribunaux sont compétents consulte la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire de l'exploitant responsable. En outre, elle prend toutes mesures nécessaires pour permettre à celle-ci d'intervenir dans les procès et de participer aux transactions concernant la réparation.

I. — Artikel 9 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 9

a) De regeling volgens welke de krachtens dit Verdrag beschikbaar gestelde openbare middelen worden betaald, is die van de Partij waarvan de rechters bevoegd zijn.

b) Iedere Partij draagt er zorg voor dat personen die kernschade hebben geleden hun rechten op schadevergoeding kunnen uitoefenen, zonder dat zij afzonderlijke gedingen, die naargelang van de herkomst van de voor deze schadevergoeding bestemde gelden verschillen, aanhangig behoeven te maken.

c) Een Partij is gehouden de in artikel 3(b)(iii) bedoelde middelen beschikbaar te stellen zodra het bedrag van de schadevergoeding uit hoofde van dit Verdrag het totaal van de in artikel 3(b)(i) en (ii) heeft bereikt, ongeacht de vraag of de door de exploitant ter beschikking te stellen middelen beschikbaar blijven of de vraag of de aansprakelijkheid van de exploitant niet tot een bepaald bedrag is beperkt.

J. — Artikel 10 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 10

a) De Partij wier rechters bevoegd zijn, is verplicht de overige Partijen in te lichten omtrent een kernongeval en de toedracht, zodra blijkt dat de schade, veroorzaakt door dit ongeval, de som van de in artikel 3(b)(i) en (ii) bedoelde bedragen te boven gaat of dreigt te boven te gaan. De Partijen nemen onverwijld alle maatregelen die voor het regelen van hun betrekkingen terzake noodzakelijk zijn.

b) Alleen de Partij wier rechters bevoegd zijn kan van de overige Partijen de terbeschikkingstelling van de in artikel 3(b)(iii) en (g) bedoelde openbare middelen verlangen en is bevoegd tot uitkering van deze middelen.

c) Deze Partij oefent zo nodig de in artikel 5 bedoelde verhaalsrechten uit ten behoeve van de overige Partijen, indien deze uit hoofde van artikel 3(b)(iii) en (g) openbare middelen ter beschikking hebben gesteld.

d) Dadingen en schikkingen die zijn aangegaan overeenkomstig de in de nationale wetgeving bepaalde voorwaarden met betrekking tot de vergoeding van kernschade uit de in artikel 3(b)(ii) en (iii) bedoelde openbare middelen, worden door de overige Partijen erkend en vonnissen gewezen door de bevoegde rechters terzake van zodanige schadevergoeding, worden uitvoerbaar op het grondgebied van de overige Partijen overeenkomstig de bepalingen van artikel 13(i) van het Verdrag van Parijs.

K. — Artikel 11 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 11

a) Indien de rechters van een andere Partij dan die op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, bevoegd zijn, worden de in artikel 3(b)(ii) en (g) bedoelde openbare middelen uitgekeerd door de eerstbedoelde Partij. De Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen, betaalt de uitgekeerde bedragen aan de andere Partij terug. De beide Partijen bepalen in onderlinge overeenstemming de wijze van terugbetaling.

b) Indien meer dan één Partij gehouden is openbare middelen beschikbaar te stellen ingevolge artikel 3(b)(ii) en (g), zijn de bepalingen van lid a) van overeenkomstige toepassing. Terugbetaling vindt plaats naar de mate waarin elke exploitant tot het kernongeval heeft bijgedragen.

c) Wanneer de Partij wier rechters bevoegd zijn, na het tijdstip van het kernongeval wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen vaststelt die betrekking hebben op de aard, de vorm en de omvang van de schadevergoeding, op de wijze van de terbeschikkingstelling van de in artikel 3(b)(ii) en (g) bedoelde openbare middelen en eventueel op de maatstaven voor de verdeling van deze middelen, raadpleegt zij dienaangaande de Partij op wier grondgebied de kerninstallatie van de aansprakelijke exploitant is gelegen. Bovendien treft zij alle vereiste maatregelen, teneinde laatstgenoemde Partij in staat te stellen zich in gedingen te voegen of daarin tussen te komen en deel te nemen aan dadingen en schikkingen inzake schadevergoeding.

L. — L'article 12 est remplacé par le texte suivant :

Article 12

a) La clé de répartition selon laquelle les Parties Contractantes allouent les fonds publics visés à l'article 3(b)(iii) est calculée :

i) à concurrence de 35 %, sur la base du rapport existant entre, d'une part, le produit intérieur brut aux prix courants de chaque Partie Contractante et, d'autre part, le total des produits intérieurs bruts aux prix courants de toutes les Parties Contractantes, tels qu'ils résultent de la statistique officielle publiée par l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'année précédant celle au cours de laquelle l'accident nucléaire sera survenu;

ii) à concurrence de 65 %, sur la base du rapport existant entre, d'une part, la puissance thermique des réacteurs situés sur le territoire de chaque Partie Contractante et, d'autre part, la puissance thermique totale des réacteurs situés sur l'ensemble des territoires des Parties Contractantes. Ce calcul sera effectué sur la base de la puissance thermique des réacteurs figurant, à la date de l'accident, sur les listes prévues à l'article 13. Cependant, un réacteur n'est pris en considération pour ce calcul qu'à partir de la date à laquelle il a atteint, pour la première fois, la criticalité et un réacteur n'est plus pris en considération pour ce calcul lorsque tous les combustibles nucléaires ont été retirés définitivement du cœur du réacteur et ont été entreposés de façon sûre conformément aux procédures approuvées.

b) Au sens de la présente Convention, « puissance thermique » signifie :

i) avant la délivrance de l'autorisation d'exploitation définitive, la puissance thermique prévue;

ii) après cette délivrance, la puissance thermique autorisée par les autorités nationales compétentes.

M. — Un nouvel article 12bis est ajouté après l'article 12, rédigé comme suit :

Article 12bis

a) Dans le cas d'une adhésion à la présente Convention, les fonds publics visés à l'article 3(b)(iii) sont augmentés à raison de :

i) 35 % d'un montant calculé en appliquant au montant précité le rapport entre, d'une part, le produit intérieur brut aux prix courants de la Partie qui adhère et, d'autre part, le total des produits intérieurs bruts aux prix courants de toutes les Parties Contractantes à l'exception de celui de la Partie qui adhère;

ii) 65 % d'un montant calculé en appliquant au montant précité le rapport entre, d'une part, la puissance thermique des réacteurs situés sur le territoire de la Partie qui adhère et, d'autre part, la puissance thermique totale des réacteurs situés sur l'ensemble des territoires des Parties Contractantes, à l'exception de celle de la Partie qui adhère.

b) Le montant visé au paragraphe (a) ci-dessus ainsi augmenté sera arrondi au montant supérieur le plus proche exprimé en milliers d'euros.

c) Le produit intérieur brut de la Partie qui adhère sera déterminé sur la base de la statistique officielle publiée par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques pour l'année précédant celle au cours de laquelle l'adhésion est entrée en vigueur.

d) La puissance thermique de la Partie qui adhère sera déterminée sur la base de la liste d'installations nucléaires communiquée par celle-ci au Gouvernement belge conformément à l'article 13(b). Cependant, aux fins du calcul des contributions en vertu du paragraphe (a)(ii) ci-dessus, un réacteur n'est pris en considération pour ce calcul qu'à partir de la date à laquelle il a atteint, pour la première fois, la criticalité et un réacteur n'est plus pris en considération pour ce calcul lorsque tous les combustibles nucléaires ont été retirés définitivement du cœur du réacteur et ont été entreposés de façon sûre conformément aux procédures approuvées.

N. — Les paragraphes (a), (b), (f) et (i) de l'article 13 sont remplacés par le texte suivant :

Article 13

a) Chaque Partie Contractante doit faire figurer sur une liste toutes les installations nucléaires à usage pacifique situées sur son territoire, répondant aux définitions de l'article premier de la Convention de Paris.

L. — Artikel 12 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 12

a) De verdeelsleutel volgens welke de Partijen de in artikel 3(b) (iii) bedoelde openbare middelen ter beschikking stellen, wordt als volgt vastgesteld :

i) voor 35 % op de grondslag van de verhouding tussen het bruto nationaal product tegen lopende prijzen van elke Partij, enerzijds, en het gezamenlijk bedrag van het bruto nationaal product tegen lopende prijzen van alle Partijen, anderzijds, zoals deze cijfers voor het jaar voorafgaande aan dat waarin het kernongeval zich heeft voorgedaan, worden afgeleid uit de officiële statistieken, gepubliceerd door de Organisatie voor economische samenwerking en ontwikkeling;

ii) voor 65 % op de grondslag van de verhouding tussen het thermisch vermogen van de reactoren die zich op het grondgebied van elke Partij bevinden, enerzijds, en het gezamenlijk thermisch vermogen van de reactoren die zich op het grondgebied van alle Partijen bevinden, anderzijds. Deze berekening wordt gebaseerd op het thermisch vermogen van de reactoren die op de datum van het kernongeval voorkomen op de in artikel 13 bedoelde lijst, met dien verstande dat een reactor voor deze berekening slechts in aanmerking wordt genomen vanaf de dag waarop hij voor het eerst kritisch is geworden en dat een reactor bij de berekening buiten beschouwing wordt gelaten wanneer alle splijtstoffen permanent uit de reactorkern zijn verwijderd en in overeenstemming met goedgekeurde procedures veilig zijn opgeslagen.

b) Voor de toepassing van dit Verdrag wordt onder « thermisch vermogen » verstaan :

i) vóór de afgifte van de definitieve vergunning tot exploitatie : het verwachte thermisch vermogen;

ii) na de afgifte van een zodanige vergunning : het door de bevoegde nationale autoriteiten toegestane thermisch vermogen.

M. — Na artikel 12 wordt het volgende nieuwe artikel 12bis ingevoegd :

Artikel 12bis

a) In geval van toetreding tot dit Verdrag worden de het in artikel 3(b)(iii) bedoelde openbare middelen verhoogd met :

i) 35 % van een bedrag vastgesteld door op bovengenoemd bedrag de verhouding toe te passen tussen het bruto nationaal product tegen lopende prijzen van de toetredende Partij, enerzijds en het gezamenlijk bedrag van het bruto nationaal product tegen lopende prijzen van alle Partijen, met uitzondering van dat van de toetredende Partij, anderzijds, en

ii) 65 % van een bedrag vastgesteld door op bovengenoemd bedrag de verhouding toe te passen tussen het thermisch vermogen van de reactoren die zich op het grondgebied van de toetredende Partij bevinden, enerzijds, en het gezamenlijk thermisch vermogen van de reactoren die zich op het grondgebied van alle Partijen bevinden, met uitzondering van dat van de toetredende Partij, anderzijds.

b) Het in lid (a) bedoelde verhoogde bedrag wordt afgerond op het dichtstbij gelegen bedrag uitgedrukt in duizendtallen euro.

c) Het bruto nationaal product van de toetredende Partij wordt vastgesteld overeenkomstig de officiële statistieken, gepubliceerd door de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling, voor het jaar voorafgaande aan het jaar waarin de toetreding van kracht wordt.

d) Het thermisch vermogen van de toetredende Partij wordt vastgesteld overeenkomstig de lijst van kerninstallaties die door die regering ingevolge artikel 13(b) aan de Belgische Regering is medegedeeld, met dien verstande dat voor de berekening van de bijdragen uit hoofde van lid (a)(ii), een reactor slechts in aanmerking wordt genomen vanaf de dag waarop hij voor het eerst kritisch is geworden en dat een reactor bij de berekening buiten beschouwing wordt gelaten wanneer alle splijtstoffen permanent uit de reactorkern zijn verwijderd en in overeenstemming met goedgekeurde procedures veilig zijn opgeslagen.

N. — De leden (a), (b), (f) en (i) van artikel 13 worden vervangen door de volgende tekst :

Artikel 13

a) Elke Partij draagt er zorg voor dat alle op haar grondgebied gelegen kerninstallaties voor vreedzaam gebruik, die beantwoorden aan de begripsbepalingen, vervat in artikel 1 van het Verdrag van Parijs, op een lijst worden vermeld.

b) A cet effet, chaque Signataire ou gouvernement adhérent à la présente Convention communique, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le relevé complet de ces installations, au Gouvernement belge.

f) Si une Partie Contractante est d'avis que le relevé ou une modification à apporter à la liste communiquée par une autre Partie Contractante n'est pas conforme aux dispositions du présent article, elle ne peut soulever d'objections à cet égard qu'en les adressant au Gouvernement belge dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle elle a reçu une notification conformément au paragraphe (h) ci-dessous.

i) L'ensemble des relevés et modifications visés aux paragraphes (b), (c), (d) et (e) ci-dessus constitue la liste prévue par le présent article, étant précisé que les objections présentées aux termes des paragraphes (f) et (g) ci-dessus ont effet rétroactif au jour où elles ont été formulées, si elles sont admises.

O. — L'article 14 est remplacé par le texte suivant :

Article 14

a) Dans la mesure où la présente Convention n'en dispose pas autrement, chaque Partie Contractante peut exercer les compétences qui lui sont dévolues par la Convention de Paris et toutes les dispositions ainsi prises sont opposables aux autres Parties Contractantes pour l'allocation des fonds publics visés à l'article 3(b)(ii) et (iii).

b) Toutefois les dispositions prises par une Partie Contractante conformément à l'article 2(b) de la Convention de Paris ne sont opposables à une autre Partie Contractante pour l'allocation des fonds publics visés à l'article 3(b)(ii) et (iii) que si elles ont reçu son consentement.

c) La présente Convention ne s'oppose pas à ce qu'une Partie Contractante prenne des dispositions en dehors du cadre de la Convention de Paris et de la présente Convention, sous réserve toutefois que ces dispositions n'entraînent pas d'obligations supplémentaires pour les autres Parties Contractantes dans la mesure où des fonds publics de ces Parties sont en cause.

d) Dans le cas où toutes les Parties Contractantes à la présente Convention ratifient, acceptent, approuvent ou adhèrent à un autre accord international relatif à la réparation complémentaire des dommages nucléaires, une Partie Contractante à la présente Convention pourra utiliser les fonds devant être alloués conformément à l'article 3(b)(iii) de la présente Convention pour satisfaire à l'obligation qui pourrait lui incomber en vertu de cet autre accord international de fournir une réparation complémentaire de dommages nucléaires au moyen de fonds publics.

P. — L'article 15 est remplacé par le texte suivant :

Article 15

a) Toute Partie Contractante peut conclure avec un État qui n'est pas Partie à la présente Convention un accord portant sur la réparation, au moyen de fonds publics, de dommages causés par un accident nucléaire. Toute Partie Contractante qui se propose de conclure un tel accord doit faire part de son intention aux autres Parties Contractantes. Les accords conclus doivent être notifiés au Gouvernement belge.

b) Dans la mesure où les conditions de réparation résultant d'un tel accord ne sont pas plus favorables que celles résultant des dispositions prises pour l'application de la Convention de Paris et de la présente Convention par la Partie Contractante considérée, le montant des dommages indemnifiables en vertu d'un tel accord et causés par un accident nucléaire couvert par la présente Convention peut être pris en considération, en vue de l'application de l'article 8, deuxième phrase, pour le calcul du montant total des dommages causés par cet accident.

c) En aucun cas, les dispositions des paragraphes (a) et (b) cidessus ne peuvent affecter les obligations incombant en vertu de l'article 3(b)(ii) et (iii) aux Parties Contractantes qui n'auraient pas donné leur consentement à un tel accord.

Q. — L'article 17 est remplacé par le texte suivant :

Article 17

a) En cas de différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, les parties intéressées se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation ou autre mode de règlement à l'amiable.

b) b) Lorsqu'un différend visé au paragraphe (a) n'est pas réglé dans les six mois suivant la date à laquelle un tel différend a été constaté par l'une des parties intéressées, les Parties Contractantes se réuniront pour aider les parties intéressées à parvenir à un règlement à l'amiable.

b) Te dien einde deelt elke ondertekenende of toetredende regering bij de nederlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding aan de Belgische Regering de volledige gegevens van die installaties mede.

f) Indien een Partij van mening is dat de gegevens of een in de lijst aan te brengen wijziging, medegedeeld door een andere Partij, niet in overeenstemming is met de bepalingen van dit artikel, kan zij daartegen slechts bezwaren inbrengen door deze aan de Belgische Regering mede te delen binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum waarop zij een kennisgeving overeenkomstig lid (h) heeft ontvangen.

i) De gegevens en wijzigingen bedoeld in de leden (b), (c), (d), en (e) vormen tezamen de in dit artikel bedoelde lijst; bezwaren ingediend overeenkomstig het bepaalde in de leden (f) en (g) hebben, indien zij worden erkend, terugwerkende kracht tot de dag waarop zij zijn ingediend.

O. — Artikel 14 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 14

a) Voor zover in dit Verdrag niet anders is bepaald, kan iedere Partij de haar door het Verdrag van Parijs toegekende bevoegdheden uitoefenen; alle uit dien hoofde getroffen maatregelen kunnen voor de terbeschikkingstelling van de openbare middelen, bedoeld in artikel 3(b)(ii) en (iii), tegen de andere Partijen worden ingeroepen.

b) De door een Partij overeenkomstig artikel 2(b) van het Verdrag van Parijs genomen maatregelen ten gevolge waarvan de in artikel 3(b)(ii) en (iii) bedoelde openbare middelen ter beschikking moeten worden gesteld, kunnen echter slechts tegen een andere Partij worden ingeroepen voor zover deze daarin heeft toegestemd.

c) Dit Verdrag belet niet dat een Partij voorzieningen treft buiten het kader van het Verdrag van Parijs en van dit Verdrag, mits deze geen verdere verplichtingen voor de andere Partijen medebrengen ten aanzien van de door deze Partijen ter beschikking te stellen openbare middelen.

d) Wanneer alle Partijen bij dit Verdrag andere verdragen op het gebied van aanvullende vergoeding voor kernschade bekrachtigen, aanvaarden, goedkeuren of daartoe toetreden, kan een Partij bij dit Verdrag de ingevolge artikel 3(b)(iii) van dit Verdrag ter beschikking te stellen middelen aanwenden ter vervulling van een verplichting die zij uit hoofde van een dergelijk ander Verdrag zou kunnen hebben om aanvullende vergoeding voor kernschade uit openbare middelen ter beschikking te stellen.

P. — Artikel 15 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 15

a) Elke Partij kan met een Staat die geen Partij is bij dit Verdrag een overeenkomst sluiten inzake vergoeding uit openbare middelen van door een kernongeval veroorzaakte schade. Elke Partij die voornemens is een dergelijke overeenkomst te sluiten, stelt de overige Partijen van haar voornemen in kennis. Van gesloten overeenkomsten wordt kennisgeving gedaan aan de Belgische Regering.

b) Voor zover de voorwaarden voor de betaling van schadevergoeding volgens een dergelijke overeenkomst niet gunstiger zijn dan die welke voortvloeien uit de door de betrokken Partij getroffen maatregelen voor de toepassing van het Verdrag van Parijs en van dit Verdrag, kan, indien het bepaalde in artikel 8 van toepassing is, het bedrag van de te vergoeden schade, veroorzaakt door een kerngeval waarop dit Verdrag van toepassing is, en waarvoor krachtens een dergelijke overeenkomst schadevergoeding dient te worden betaald in aanmerking worden genomen bij de berekening van het totale schadebedrag ten gevolge van dat ongeval.

c) Het bepaalde in de leden (a) en (b) kan in geen geval wijziging brengen in de verplichtingen die krachtens artikel 3(b)(ii) en (iii) rusten op de Partijen die niet toestemmen in een dergelijke overeenkomst.

Q. — Artikel 17 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 17

a) Ingeval een geschil ontstaat tussen twee of meer Partijen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag, plegen de partijen bij het geschil overleg met het oog op regeling van het geschil door middel van onderhandeling of met andere vreedzame middelen.

b) Wanneer een in lid (a) bedoeld geschil niet is geregeld binnen zes maanden, te rekenen vanaf de datum waarop door een van de partijen bij het geschil het bestaan ervan wordt erkend, komen de Partijen bijeen teneinde de partijen bij het geschil bij te staan bij het treffen van een minnelijke schikking.

c) Lorsque le différend n'est pas réglé dans les trois mois suivant la date à laquelle les Parties Contractantes se sont réunies conformément au paragraphe (b), ce différend, à la demande de l'une ou l'autre des parties intéressées, sera soumis au Tribunal Européen pour l'énergie nucléaire créé par la Convention en date du 20 décembre 1957 sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire.

d) Lorsqu'un accident nucléaire donne lieu à un différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la Convention de Paris et de la présente Convention, la procédure de règlement de ce différend sera celle prévue à l'article 17 de la Convention de Paris.

R. — L'article 18 est remplacé par le texte suivant :

Article 18

a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la présente Convention, si leurs termes ont été expressément acceptés par tous les Signataires, ou lors, soit de l'adhésion, soit de l'utilisation des dispositions des articles 21 et 24, si leurs termes ont été expressément acceptés par les Signataires et gouvernements adhérents.

b) Toutefois, l'acceptation d'un Signataire n'est pas requise si celui-ci n'a pas lui-même ratifié, accepté ou approuvé la présente Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Gouvernement belge conformément à l'article 25.

c) Toute réserve acceptée conformément aux dispositions du paragraphe (a) ci-dessus peut être retirée à tout moment par notification adressée au Gouvernement belge.

S. — L'article 20 est remplacé par le texte suivant :

Article 20

a) L'Annexe à la présente Convention fait partie intégrante de cette dernière.

b) La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement belge.

c) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

d) Pour chaque Signataire ratifiant, acceptant ou approuvant la présente Convention après le dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, elle prendra effet trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

T. — L'article 21 est remplacé par le texte suivant :

Article 21

Les modifications à la présente Convention sont adoptées du commun accord des Parties Contractantes. Elles entrent en vigueur à la date à laquelle toutes les Parties Contractantes les auront ratifiées, acceptées ou approuvées.

U. — L'article 25 est remplacé par le texte suivant :

Article 25

Le Gouvernement belge donne communication à tous les Signataires et Gouvernements ayant adhéré à la Convention, de la réception des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion, de retrait et de toutes autres notifications qu'il aurait reçues. Il leur notifie également la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées, la date d'entrée en vigueur de ces modifications, les réserves faites conformément à l'article 18, ainsi que toute augmentation de la réparation disponible en vertu de l'article 3(a) du fait de l'application de l'article 12bis.

c) Wanneer binnen drie maanden, te rekenen vanaf de in lid (b) bedoelde bijeenkomst, het geschil niet is beslecht, wordt het geschil op verzoek van een van de partijen daarbij voorgelegd aan het Europees Tribunaal voor kernenergie, ingesteld bij het Verdrag van 20 december 1957 inzake de instelling van een veiligheidscontrole op het gebied van de kernenergie.

d) Wanneer een kernongeval aanleiding geeft tot een geschil tussen twee of meer Partijen betreffende de interpretatie of toepassing van het Verdrag van Parijs en van dit Verdrag, is de procedure voor het beslechten van een dergelijk geschil de procedure bedoeld in artikel 17 van het Verdrag van Parijs.

R. — Artikel 18 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 18

a) Ten aanzien van één of meer bepalingen van dit Verdrag kan te allen tijde vóór de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Verdrag een voorbehoud worden gemaakt, indien de bepalingen daarvan uitdrukkelijk door alle ondertekenende Regeringen zijn aanvaard of, bij de toetreding dan wel bij de toepassing van de artikelen 21 en 24, indien de bepalingen daarvan van dat voorbehoud uitdrukkelijk door alle ondertekenende en toetredende regering zijn aanvaard.

b) Een zodanige aanvaarding is niet vereist van een ondertekenende regering die niet zelf dit Verdrag heeft bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd binnen een termijn van twaalf maanden na de dag waarop haar door de Belgische Regering overeenkomstig artikel 25 mededeling is gedaan van een zodanig voorbehoud.

c) Elk voorbehoud dat overeenkomstig lid (a) is aanvaard, kan te allen tijde door middel van een aan de Belgische Regering gerichte kennisgeving worden ingetrokken.

S. — Artikel 20 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 20

a) De Bijlage bij dit Verdrag maakt een integrerend deel daarvan uit.

b) Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

c) Dit Verdrag treedt in werking drie maanden na de datum van nederlegging van de zesde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

d) Voor iedere ondertekenende regering die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt na de nederlegging van de zesde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring zal het van kracht worden drie maanden na de nederlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

T. — Artikel 21 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 21

Wijzigingen van dit Verdrag worden aangenomen met onderling goedvinden van alle Partijen. Zij worden van kracht op de datum waarop alle Partijen deze hebben bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

U. — Artikel 25 wordt vervangen door de volgende tekst :

Artikel 25

De Belgische Regering doet aan alle ondertekenende en toetredende Regeringen mededeling van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring, toetreding of opzegging en van alle kennisgevingen die zij heeft ontvangen. Zij doet hun eveneens mededeling van het tijdstip waarop dit Verdrag in werking treedt, van de tekst van de wijzigingen van dit Verdrag en van het tijdstip waarop deze wijzigingen van kracht worden, van de voorbehouden welke overeenkomstig artikel 18 worden gemaakt, alsmede van eventuele verhoging van de schadevergoedingen die moeten worden verstrekt krachtens artikel 3(a) als gevolg van de toepassing van artikel 12bis.

V. — L'Annexe est remplacée par le texte suivant :

Annexe à la Convention du 31 janvier 1963 Complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964, par le Protocole du 16 novembre 1982 et par le Protocole du 12 février 2004.

LES GOUVERNEMENTS DES PARTIES CONTRACTANTES déclarent que la réparation des dommages nucléaires causés par un accident nucléaire qui n'est pas couvert par la Convention complémentaire du seul fait que l'installation nucléaire concernée, en raison de son utilisation, n'est pas incluse dans la liste visée à l'article 13 de la Convention complémentaire (y compris le cas où cette installation, non incluse dans la liste, est considérée par un ou plusieurs, mais non par tous les Gouvernements comme non couverte par la Convention de Paris) :

- est effectuée sans aucune discrimination entre les ressortissants des Parties Contractantes à la Convention complémentaire;

- n'est pas limitée par un plafond qui serait inférieur à 1 500 millions d'euros.

En outre, ces gouvernements s'efforceront, si elles ne le sont déjà, de rendre les règles de dédommagement des victimes de tels accidents aussi voisines que possible de celles prévues pour les accidents nucléaires survenus en relation avec les installations nucléaires couvertes par la Convention complémentaire.

II. a) Entre les Parties au présent Protocole, les dispositions dudit Protocole font partie intégrante de la Convention du 31 janvier 1963 Complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, telle qu'elle a été amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982 (appelée ci-après la « Convention »), qui sera dénommée « Convention du 31 janvier 1963 Complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964, par le Protocole du 16 novembre 1982 et par le Protocole du 12 février 2004.

b) Le présent Protocole sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole seront déposés auprès du Gouvernement belge.

c) Les signataires du présent Protocole qui ont déjà ratifié ou adhéré à la Convention expriment leur intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver aussitôt que possible le présent Protocole. Les autres Signataires du présent Protocole s'engagent à le ratifier, l'accepter ou l'approuver, en même temps qu'ils ratifieront la Convention.

d) Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion conformément aux dispositions de l'article 22 de la Convention. Aucune adhésion à la Convention ne sera reçue si elle n'est accompagnée d'une adhésion au présent Protocole.

e) Le présent Protocole entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 21 de la Convention.

f) Le Gouvernement belge donnera communication à tous les Signataires ainsi qu'aux gouvernements adhérents de la réception des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

EN FOIT DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Paris, le 12 février 2004 en français, en allemand, en anglais, en espagnol, en italien et en néerlandais, les six textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Gouvernement belge qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires et aux Gouvernements adhérents.

V. — De Bijlage wordt vervangen door de volgende tekst :

Bijlage bij het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964, bij het Protocol van 16 november 1982 en bij het Protocol van 12 februari 2004.

DE REGERINGEN VAN DE PARTIJEN verklaren dat de vergoeding van de kernschade, veroorzaakt door een kernongeval waarop het aanvullende Verdrag niet van toepassing is, uitsluitend omdat de betrokken kerninstallatie, op grond van het gebruik daarvan, niet is opgenomen in de in artikel 13 van het aanvullende Verdrag bedoelde lijst (daaronder begrepen het geval dat die installatie, die niet op de lijst voorkomt, door één of meer doch niet alle Regeringen geacht wordt niet te vallen onder het Verdrag van Parijs) :

- plaatsvindt zonder enig onderscheid tussen de onderdanen van de Partijen bij dit aanvullende Verdrag; en

- niet wordt beperkt tot minder dan 1500 miljoen euro.

Voorts zullen deze regeringen ernaar streven, de voorschriften inzake schadeloosstelling van de benadeelden bij dergelijke kernongevallen, voor zover zulks nog niet het geval is, zoveel mogelijk aan te passen aan die welke zijn vastgesteld voor kernongevallen welke zich voordoen in verband met de kerninstallaties die onder het aanvullende Verdrag vallen.

II. a) Tussen de Partijen bij dit Protocol maken de bepalingen daarvan een integrerend deel uit van het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982 (hierna te noemen het « Verdrag »), dat aangehaald kan worden als het « Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964, bij het Protocol van 16 november 1982 en bij het Protocol van 12 februari 2004 ».

b) Dit Protocol dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Protocol worden nedergelegd bij de Belgische Regering.

c) De ondertekenende Regeringen van dit Protocol die het Verdrag reeds hebben bekrachtigd of daartoe reeds zijn toegetreden, brengen hun voornemen dit Protocol te bekrachtigen, te aanvaarden of goed te keuren zo spoedig mogelijk tot uitdrukking. De overige ondertekenende Regeringen van dit Protocol verplichten zich ertoe het te bekrachtigen, aanvaarden of goed te keuren op het tijdstip waarop zij het Verdrag bekrachtigen.

d) Dit Protocol staat open voor toetreding overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 van het Verdrag. Toetredingen tot het Verdrag worden slechts geaccepteerd indien deze gepaard gaan met toetreding tot dit Protocol.

e) Dit Protocol treedt in werking overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 van het Verdrag.

f) De Belgische Regering stelt alle ondertekenende en toetredende regeringen in kennis van de ontvangst van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

TEN BLIJKE WAARVAN, de daartoe behoorlijk gemachtigde gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, op 12 februari 2004, in de Nederlandse, de Duitse, de Engelse, de Franse, de Italiaanse en de Spaanse taal, zijnde de zes teksten gelijkelijk authentiek, in één enkel exemplaar dat zal worden nedergelegd bij de Belgische Regering, die gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan alle ondertekenende en toetredende Regeringen.

Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van Kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004.

Staten/ Organisaties	Datum Authenticatie	Datum inwerkingtreding
BELGIE	12/02/2004	01/01/2022
DENEMARKEN	12/02/2004	01/01/2022
DUITSLAND	12/02/2004	01/01/2022
FINLAND	12/02/2004	01/01/2022
FRANKRIJK	12/02/2004	01/01/2022
GRIEKENLAND	12/02/2004	01/01/2022
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NEDERLAND	12/02/2004	01/01/2022
NOORWEGEN	12/02/2004	01/01/2022
PORTUGAL	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SPANJE	12/02/2004	01/01/2022
TURKIJE	12/02/2004	01/01/2022
VERENIGD KONINKRIJK	12/02/2004	01/01/2022
ZWEDEN	12/02/2004	01/01/2022
ZWITSERLAND	12/02/2004	01/01/2022

Protocol houdende wijziging van het Verdrag van 31 januari 1963 tot aanvulling van het Verdrag van Parijs van 29 juli 1960 inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van Kernenergie, zoals gewijzigd bij het Aanvullend Protocol van 28 januari 1964 en bij het Protocol van 16 november 1982, gedaan te Parijs op 12 februari 2004

Staten Organisaties	Datum Authenticatie	Datum inwerkingtreding
BELGIE	12/02/2004	01/01/2022
DENEMARKEN	12/02/2004	01/01/2022
DUITSLAND	12/02/2004	01/01/2022
FINLAND	12/02/2004	01/01/2022
FRANKRIJK	12/02/2004	01/01/2022
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NEDERLAND	12/02/2004	01/01/2022
NOORWEGEN	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SPANJE	12/02/2004	01/01/2022
VERENIGD KONINKRIJK	12/02/2004	01/01/2022
ZWEDEN	12/02/2004	01/01/2022
ZWITSERLAND	12/02/2004	01/01/2022

Protocole portant modification de la Convention du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'Energie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004.

Etats/Organisations	Date Authentification	Entrée en Vigueur
ALLEMAGNE	12/02/2004	01/01/2022
BELGIQUE	12/02/2004	01/01/2022
DANEMARK	12/02/2004	01/01/2022
ESPAGNE	12/02/2004	01/01/2022
FINLANDE	12/02/2004	01/01/2022
FRANCE	12/02/2004	01/01/2022
GRECE	12/02/2004	01/01/2022

Etats/Organisations	Date Authentification	Entrée en Vigueur
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NORVEGE	12/02/2004	01/01/2022
PAYS-BAS	12/02/2004	01/01/2022
PORTUGAL	12/02/2004	01/01/2022
ROYAUME-UNI	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SUEDE	12/02/2004	01/01/2022
SUISSE	12/02/2004	01/01/2022
TURQUIE	12/02/2004	01/01/2022

Protocole portant modification de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'Energie nucléaire, amendée par le Protocole Additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982, fait à Paris le 12 février 2004

Etats/Organisations	Date Authentification	Entrée en Vigueur
ALLEMAGNE	12/02/2004	01/01/2022
BELGIQUE	12/02/2004	01/01/2022
DANEMARK	12/02/2004	01/01/2022
ESPAGNE	12/02/2004	01/01/2022
FINLANDE	12/02/2004	01/01/2022
FRANCE	12/02/2004	01/01/2022
ITALIE	12/02/2004	01/01/2022
NORVEGE	12/02/2004	01/01/2022
PAYS-BAS	12/02/2004	01/01/2022
ROYAUME-UNI	12/02/2004	01/01/2022
SLOVENIE	12/02/2004	01/01/2022
SUEDE	12/02/2004	01/01/2022
SUISSE	12/02/2004	01/01/2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34485]

20 DECEMBRE 2021. — Loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les exemptions de la taxe en vue de la mise en oeuvre d'activités dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune dans le cadre de l'Union et en ce qui concerne les exemptions temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons de biens et prestations de services, en réaction à la pandémie de COVID-19 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1ER. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union et transpose la directive (UE) 2021/1159 du Conseil du 13 juillet 2021 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les exonérations temporaires relatives aux importations et à certaines livraisons ou prestations, en réaction à la pandémie de COVID-19.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34485]

20 DECEMBER 2021. — Wet tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde betreffende de vrijstellingen van de belasting ter uitvoering van activiteiten in het kader van het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid binnen het Uniekader en betreffende tijdelijke vrijstellingen bij invoer en bepaalde leveringen van goederen en diensten in reactie op de COVID-19-pandemie (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2235 van de Raad van 16 december 2019 tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde en Richtlijn 2008/118/EG houdende een algemene regeling inzake accijns wat betreft defensie-inspanningen binnen het Uniekader en in de omzetting van Richtlijn (EU) 2021/1159 van de Raad van 13 juli 2021 tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende tijdelijke vrijstellingen bij invoer en bepaalde leveringen van goederen en diensten in reactie op de COVID-19-pandemie.